

RÉGULATION DES PRIX, DISPONIBILITÉ DES PRODUITS
ET PROTECTION DU POUVOIR D'ACHAT

Le marché stable à la veille du Ramadhan

À la veille du Ramadhan, la Fédération algérienne des consommateurs (FAC) a dressé un état des lieux détaillé du marché national lors du Forum d'El Moudjahid. À travers une analyse globale de l'offre, des prix et des comportements d'achat, son président, ZakiHariz, a livré un message globalement rassurant sur la disponibilité des produits et la stabilité relative du marché, tout en appelant à davantage de discipline dans les pratiques commerciales et dans le comportement des consommateurs. Les échanges ont également été enrichis par les interventions d'Abidi Mohamed, qui a insisté sur les aspects logistiques, le suivi des circuits de distribution et la responsabilité du consommateur. P 3

- Le Premier ministre se rend à la cellule de veille chargée de suivre l'approvisionnement du marché
- Le groupe Giplait renforce son dispositif de production



INDUSTRIE DU PAPIER

**Un investissement
turc de 13,4 milliards
de DA à Relizane** P 2

DIPLOMATIE ET DÉVELOPPEMENT

**L'axe Algérie-Niger au cœur
de la stabilité régionale** P 5

TÉLÉCOMMUNICATIONS

**Plus de 3 millions
de foyers raccordés
à la fibre optique** P 2

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Plus de 3 millions de foyers raccordés à la fibre optique

Plus de trois (3) millions de foyers sont désormais raccordés à la fibre optique jusqu'au domicile (FTTH), qui permet l'accès à internet à très haut débit, a annoncé mardi le ministère de la Poste et des Télécommunications, dans un communiqué. Cette réalisation intervient en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à poursuivre la progression constante dans le raccordement national à la fibre optique, en cohérence avec la stratégie "Tout fibre" à l'horizon 2027, annoncée par le ministère de la Poste et des Télécommunications. Ainsi, l'Algérie occupe la première place en Afrique, avec trois (3) millions de foyers raccordés au service internet très haut débit, suivie de l'Afrique du Sud, de l'Egypte, de Maurice, de la Côte d'Ivoire et du Kenya. A travers cette réalisation, le ministère réaffirme son "engagement à poursuivre l'exécution de cette stratégie ambitieuse, en coordination avec les différents acteurs du secteur, à leur tête Algérie Télécom, pour construire un écosystème numérique national moderne, souverain et durable, au service des citoyens et de l'économie nationale". Le ministère a précisé, dans son communiqué, que la généralisation de la technologie FTTH "se fait de façon équilibrée couvrant l'ensemble des wilayas du pays".

R E.

INDUSTRIE DU PAPIER

Un investissement turc de 13,4 milliards de DA à Relizane

La Turquie renforce ses investissements en Algérie. Le groupe turc HAYAT DHC, leader mondial dans la fabrication de produits en papier ainsi que de produits d'hygiène personnelle et domestique à large consommation, lancera incessamment un projet d'investissement pour la production de bobines géantes de papier d'une capacité annuelle de 70 000 tonnes au niveau de la wilaya de Relizane.

Par Zahir R.

Selon les détails fournis par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), ce projet contribuera ainsi au renforcement de la production nationale de matière première destinée à l'industrie papetière et à la réduction des importations. Le projet comprend également la fabrication de mouchoirs en papier (24 275 tonnes par an) et de produits hygiéniques en papier (20 000 tonnes par an). D'un montant estimé à 13,4 milliards de dinars algériens, cet investissement devrait générer 960 emplois directs, consolidant ainsi le tissu industriel local et créant de nouvelles opportunités d'emploi. Il est à noter que le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'invest-

tissement (AAPI), Omar Rekkache, a reçu hier à Alger une délégation du groupe turc HAYAT DHC. À l'issue de la rencontre, M. Rekkache a donné le signal officiel de lancement du projet en remettant le certificat d'enregistrement de l'investissement aux représentants du groupe turc. Les autres documents administratifs nécessaires seront finalisés le même jour au niveau du guichet unique décentralisé de Relizane, permettant au projet d'entrer effectivement en phase de réalisation. Après avoir écouté une présentation détaillée des différentes étapes de mise en œuvre, le DG de l'AAPI a souligné l'importance de développer progressivement la production locale des intrants afin d'augmenter le taux d'intégration dans les produits finis. Il a par ailleurs réaffirmé

la disponibilité de l'Agence à accompagner le groupe dans la concrétisation d'unités industrielles supplémentaires ou dans la localisation de projets de sous-traitance, en vue de créer un réseau national intégré et de réunir toutes les conditions favorables à la réussite de cet investissement. Le groupe turc, qui compte 67 entreprises opérant dans 17 pays, est propriétaire de plusieurs marques internationales de premier plan dans les secteurs des produits d'entretien domestique, des soins personnels et des produits en papier. Enfin, M. Rekkache a encouragé le groupe à élargir et diversifier ses investissements en Algérie, en complément de ses projets existants dans les domaines des détergents ménagers, des produits d'hygiène et des produits papetiers,

POMME DE TERRE

Semences, exportation et régulation à l'ordre du jour

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a présidé, avant-hier à Alger, une rencontre nationale consacrée à l'état et aux perspectives de la filière pomme de terre, au cours de laquelle des propositions liées essentiellement au développement de la production de semences, à la promotion de l'exportation et au système de régulation de ce produit agricole, ont été examinées. Cette rencontre s'est déroulée avec la participation de producteurs représentant les différentes wilayas du pays, du président de la Chambre nationale d'agriculture, des directeurs des établisse-

ments de régulation des produits agricoles de large consommation et de cadres du secteur, précise le communiqué. Les discussions ont porté sur «la nécessité de trouver des solutions à même de garantir la stabilité de la filière pomme de terre en établissant un équilibre entre l'abondance de la production et la pérennisation de l'activité des agriculteurs dans cette filière, tout en encourageant l'investissement face à la demande croissante sur ce produit». Parmi les propositions et solutions qui seront mises en œuvre dès cette année, figurent «la révision du système de régulation actuel et une meilleure prise en charge des excé-

dents de production par les organismes de régulation relevant du ministère de l'Agriculture». Dans le même cadre, il sera procédé au développement de la filière de transformation, à travers l'affectation, par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), de zones industrielles dédiées à la transformation des produits agricoles, dont la pomme de terre, dans plusieurs régions du pays. L'accent a également été mis, lors de cette réunion, sur l'accompagnement et l'encouragement des agriculteurs exportateurs à créer des coopératives, parallèlement à la réduction des coûts de production, en as-

surant la production des semences localement, précise le communiqué. A ce propos, le ministère est en train de revoir la pyramide de production des semences, en associant le secteur privé, ce qui renforcera la compétitivité du produit algérien sur les marchés extérieurs, explique la même source. Outre la démarche visant à permettre aux producteurs de vendre directement aux consommateurs, l'accent a été mis sur la nécessité de fournir des engrais en quantités suffisantes et selon les normes requises, tout en traitant les problématiques liées au financement et à l'assurance dans cette filière.

R E/APS

IMPORTATION POUR COMPTE PROPRE

Le 26 février, dernier délai pour le dépôt du PPI du premier semestre de 2026

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a invité, mardi dans un communiqué, les opérateurs économiques effectuant des opérations d'importation d'équipements et de

matières premières nécessaires à leurs activités de production, à déposer, avant le 26 février en cours, le programme prévisionnel d'importation (PPI) pour le premier semestre de 2026.

"Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations informe l'ensemble des opérateurs économiques effectuant des opérations d'importation pour leur propre compte, dans le cadre du fonctionne-

ment et/ou de l'équipement, que le 26 février est le dernier délai pour le dépôt du programme prévisionnel d'importation (PPI) pour le premier semestre de 2026 via la plateforme numérique dédiée à cet effet", lit-on

dans le communiqué. Le ministère a invité les concernés à "respecter les délais fixés afin d'éviter tout retard dans le traitement des dossiers".

ALGÉRIE POSTE- FONDS ALGÉRIEN DE FINANCEMENT DES START-UP

Signature d'une convention-cadre de coopération

Algérie Poste a conclu, hier au siège de sa Direction générale, une convention-cadre de coopération avec le Fonds algérien de financement des start-up, visant à soutenir et à développer l'écosystème national de l'entrepreneuriat. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'ouverture de l'entreprise sur son environnement économique national et du renfor-

cement de ses partenariats institutionnels. Selon un communiqué d'Algérie Poste, cette convention porte sur l'innovation et le développement de services financiers, numériques et postaux au profit des start-up, afin de faciliter leur accompagnement à différentes étapes de leur croissance. L'accord vise également à contribuer au renforcement de l'inclusion financière et numérique

et à stimuler l'activité économique locale. Le cadre de coopération prévoit en outre l'accompagnement des projets à travers le soutien à leur visibilité et à leur promotion via le réseau postal national, ce qui renforcera leur présence sur le marché national et élargira leurs opportunités de diffusion et de développement. Cette initiative traduit une vision réfléchie d'Algérie Poste visant à

accompagner les efforts de l'État pour la construction d'une économie numérique productive et d'un environnement économique inclusif, sécurisé et favorable à l'innovation et à l'entrepreneuriat, confirmant ainsi son rôle en tant qu'institution nationale contribuant activement au développement économique.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉGULATION DES PRIX, DISPONIBILITÉ DES PRODUITS
ET PROTECTION DU POUVOIR D'ACHAT

Le marché stable à la veille du Ramadhan

À la veille du Ramadhan, la Fédération algérienne des consommateurs (FAC) a dressé un état des lieux détaillé du marché national lors du Forum d'El Moudjahid. À travers une analyse globale de l'offre, des prix et des comportements d'achat, son président, ZakiHariz, a livré un message globalement rassurant sur la disponibilité des produits et la stabilité relative du marché, tout en appelant à davantage de discipline dans les pratiques commerciales et dans le comportement des consommateurs. Les échanges ont également été enrichis par les interventions d'Abidi Mohamed, qui a insisté sur les aspects logistiques, le suivi des circuits de distribution et la responsabilité du consommateur.

Par Selma Rachid

D'emblée, ZakiHariz a expliqué que le marché national connaît actuellement une phase d'équilibre, en particulier pour les produits de large consommation. Les disponibilités sont assurées en quantités et en qualité pour la majorité des familles de produits, qu'il s'agisse des denrées agricoles, des produits transformés ou des biens courants utilisés durant le mois de Ramadhan. Selon lui, les étals devraient être suffisamment approvisionnés en légumes, fruits, viandes rouges et blanches, produits laitiers, café, thé, sucre, huile et semoule. « Cette situation revient aux efforts conjoints des pouvoirs publics, des départements ministériels concernés et des opérateurs économiques, mobilisés pour garantir la fluidité de l'approvisionnement et protéger le pouvoir d'achat des ménages », a-t-il souligné, en insistant sur la volonté affichée de lutter contre la spéculation, le stockage illicite et la rétention de marchandises. Dans le même sens, Abidi Mohamed, membre actif de la fédération a indiqué que la question de la disponibilité ne se limite pas aux volumes globaux, mais dépend aussi de la qualité de l'organisation sur le terrain. Il a rappelé que « la chaîne logistique et la distribution de proximité jouent un rôle décisif pour éviter les ruptures locales », ajoutant que le suivi des flux entre marchés de gros et détaillants doit être renforcé durant toute la période du Ramadhan. Il a estimé que la coordination entre producteurs, transporteurs et commerçants constitue un facteur clé pour maintenir la régularité de l'offre.

Produits de base : des prix en recul pour plusieurs références

La FAC relève par ailleurs une amélioration par rapport à l'année précédente pour plusieurs produits alimentaires très de-

mandés durant le Ramadhan. Les prix de certains légumes de base, notamment la pomme de terre, ont reculé, passant d'environ 120 dinars le kilo l'an dernier à une fourchette de 60 à 70 dinars actuellement, avec une offre jugée abondante. La production de dattes est annoncée en forte quantité cette saison, avec des prix variant globalement entre 400 et 500 dinars selon les qualités. Le marché des œufs montre également des signes de détente, avec un prix unitaire passé d'environ 20 dinars à 15 dinars, et une possibilité de baisse supplémentaire si le rythme de production se maintient. Abidi Mohamed a précisé que « ces évolutions positives doivent être consolidées par un suivi quotidien des marchés et une réaction rapide en cas de tension ». S'agissant des viandes, la fédération distingue plusieurs segments. La viande blanche reste disponible à des prix proches du niveau encadré, autour de 350 à 370 dinars le kilo. Les viandes rouges importées sont également présentes sur le marché, avec des prix à partir d'environ 1 200 dinars le kilo. ZakiHariz a salué le développement de l'abattage local des animaux importés, estimant que cette pratique renforce la traçabilité sanitaire et la confiance des consommateurs. « Les grands abattoirs nationaux fonctionnent encore bien en deçà de leurs capacités et pourraient contribuer davantage à la régulation du marché », a-t-il rappelé. Sur ce point, Abidi Mohamed a ajouté que « l'organisation des circuits d'abattage et de distribution peut jouer un rôle direct dans la stabilisation des prix finaux ». Un point d'alerte important soulevé par la FAC concerne l'écart parfois jugé excessif entre les prix de gros et les prix de détail. Des cas ont été cités où un produit sort du marché de gros à 30 dinars pour être vendu entre 80 et 90 dinars au détail. La fédération plaide pour un encadrement plus précis des marges sur les fruits et lé-

gumes et indique avoir proposé aux autorités l'étude d'un mécanisme de plafonnement des marges bénéficiaires sur certains produits sensibles.

Un appel à la consommation responsable

Au-delà des prix, la FAC insiste fortement sur le comportement d'achat des ménages. Son président a mis en garde contre les achats massifs et le stockage précoce qui perturbent artificiellement l'équilibre du marché. Selon lui, une partie des tensions observées certaines années ne provient pas d'un manque réel de marchandises, mais d'une surconsommation et d'achats anticipés sur de longues périodes. Il appelle les familles à acheter selon leurs besoins réels et à éviter le gaspillage, rappelant que les recommandations nutritionnelles internationales préconisent une consommation quotidienne d'environ 400 grammes de fruits et légumes par personne. Abidi Mohamed a appuyé cette idée en déclarant que « lorsque le consommateur achète de manière rationnelle, il coupe la voie à la spéculation et contribue lui-même à la stabilité des prix ». La fédération a également présenté les résultats d'une étude sur le coût de la consommation alimentaire durant le Ra-

madhan. En se basant sur une population estimée à 47 millions de consommateurs, répartis en près de 9,4 millions de ménages, la FAC évalue la dépense alimentaire totale du mois à environ 520 milliards de dinars pour 26 produits de base. Près de la moitié de ce budget serait concentrée sur cinq catégories seulement : viandes rouges, viandes blanches, dattes, œufs et quelques produits essentiels fortement demandés. Cette structure de dépense, combinée à des prix libres sur plusieurs de ces segments, explique la forte sensibilité du panier alimentaire durant cette période. « Cette concentration des dépenses sur peu de produits rend le marché plus vulnérable aux variations de prix », a relevé Mohamed Abidi. Enfin, les responsables de la fédération ont insisté sur l'importance de la sécurité sanitaire et de la qualité des produits. Ils ont rappelé la nécessité de renforcer la vigilance contre les produits impropres à la consommation, les fraudes, la vente conditionnée et certaines dérives observées dans le commerce classique et numérique. La FAC annonce la poursuite de ses campagnes de sensibilisation, de ses actions de terrain avec les directions du commerce et de ses programmes d'éducation à la consommation responsable.

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ DURANT LE MOIS DE RAMADAN
Le Premier ministre se rend à la cellule de veille

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, s'est rendu au niveau de la cellule de veille chargée de suivre l'approvisionnement du marché en produits de large consommation durant le mois de Ramadan, où il a donné des orientations pour assurer un approvisionnement continu à des prix raisonnables, indique mardi un communiqué des services du Premier ministre. "Le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, s'est rendu, le lundi 16 février 2026, au niveau de la cellule de veille chargée de suivre l'approvisionnement du marché en produits de large consommation durant le mois de Ramadan", précise la même source. A cette occasion, "le Premier ministre s'est enquis de la situation du marché et a donné des orientations pour assurer un approvisionnement continu du marché et à des prix raisonnables, à travers tout le territoire national", ajoute le communiqué. Durant cette visite, le Premier ministre était accompagné de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif.

RAMADHAN

Le groupe Giplait renforce son dispositif de production

Le groupe industriel des productions laitières (Giplait) a mis en place un dispositif spécial pour le mois de Ramadhan, et qui prévoit notamment une augmentation substantielle de sa production de lait subventionné, tout en renforçant la distribution afin d'assurer un approvisionnement régulier du marché national. Avec la hausse habituelle de la demande durant cette période, la production quotidienne de lait pasteurisé conditionné en sachet (LPC) a ainsi été portée de 3,3 millions à 4 millions de litres (+ 21%) soit un volume global de 120 millions de litres sur le mois, contre 99 millions lors d'un mois standard, a indiqué à l'APS Samah Lahlouh, PDG du groupe public. Ce dispositif, a-t-elle souligné, traduit l'engagement du groupe à garantir la disponibilité de ce produit de large consommation, notamment durant les périodes de forte demande, ajoutant qu'avec "cette

hausse substantielle de la production et les volumes supplémentaires fournis par les laiteries privées, le lait sera disponible en abondance sur le marché tout au long du mois sacré". Pour accompagner cette hausse de production, Giplait qui compte 16 laiteries à travers la pays, vient d'ouvrir 27 nouveaux points de vente direct à travers le territoire national, portant leur nombre total à 220, a fait savoir la même responsable, précisant que parmi les wilayas couvertes par les nouveaux espaces de vente sont Annaba, Constantine, Batna, Sétif, Alger, Aïn Defla, Béjaïa, Mostaganem, Mascara et Tiaret. La Pdg du groupe a également annoncé la mise en service prochaine d'une nouvelle unité à Annaba, rattachée à la laiterie d'Edough, dans le but d'améliorer l'approvisionnement du marché à l'extrême Est du pays, soulignant d'autre part que l'approvisionnement des wilayas

du Sud sera, quant à lui, assuré à travers des partenaires privés locaux. Concernant la collecte du lait cru, celle-ci a atteint 192 millions de litres en 2025, une progression de 30 % par rapport à 2024. Cette évolution a permis de porter le taux d'intégration du lait cru dans le lait pasteurisé subventionné entre 10 % et 15 %, contribuant in fine à la réduction des importations de poudre de lait, a expliqué Mme Lahlouh. Actuellement, Giplait compte plus de 120 gammes de produits laitiers et dérivés à base de lait cru collecté auprès d'éleveurs nationaux, sans conservateurs ni additifs alimentaires, note la même responsable qui fait part également du lancement prochain de la production de lait de chèvre pasteurisé. Ce projet sera initié par le Complexe laitier d'Alger (Colaital) de Birkhadem, comme unité pilote, avant son extension à plusieurs wilayas, dont Tipaza, Tizi Ou-

zou, Khenchela et Bousaâda. Par ailleurs, le groupe public compte, dans sa stratégie de diversification, se lancer dans la production d'eau minérale, avec l'inauguration bientôt d'une unité spécialisée dans ce créneau dans la wilaya d'El Tarf. Interrogée d'autre part sur les perspectives de développement à l'international, Mme Lahlouh a indiqué que Giplait envisage l'exportation de divers types de produits, notamment les fromages, vers plusieurs pays. Des accords ont été conclus avec des pays d'Afrique et du Golfe, dont le Sultanat d'Oman, où des partenaires ont exprimé leur vif intérêt pour les produits du groupe public, précise Mme Lahlouh, qui ajoute que des négociations sont également en cours avec des opérateurs russes intéressés eux aussi par le produit algérien.

APS

LE DG DES DOUANES INAUGURE LE SIÈGE D'UNE BRIGADE POLYVALENTE À TIMIMOUN

« La région frontalière exige vigilance et précaution »

Le directeur général des Douanes, le général-major Abdelhafidh Bekhouche, a procédé, lundi à Timimoun, à l'inauguration du siège d'une brigade polyvalente des Douanes. Dans une allocution prononcée à cette occasion et retransmise par visioconférence aux brigades douanières des wilayas du Sud-Ouest, M. Bekhouche a indiqué que "l'Etat a placé sa confiance dans l'appareil des Douanes en vue de protéger l'économie nationale, le citoyen et sa santé, en coordination avec les différentes partenaires sécuritaires", ajoutant que "la région frontalière exige vigilance et précaution face aux tentatives de contrebande et d'atteinte à l'économie nationale". Le DG des Douanes a également donné instruction afin d'accorder les facilitations administratives aux opérateurs économiques opérant dans la région pour donner une impulsion au commerce de troc, et créer une sphère économique dans cette wilaya à vocation agricole par excellence. De son côté, le directeur régional des Douanes de Béchar, le contrôleur général Karim Khelouf, a affirmé que la nouvelle structure mise en service est chargée de coordonner entre les différents services sécuritaires, à leur tête l'institution de l'Armée nationale populaire (ANP), dans la lutte contre les différentes formes de criminalité organisée, sur son territoire de compétence. Et d'ajouter que le siège de la brigade polyvalente, relevant territorialement de l'inspection divisionnaire des Douanes d'Adrar, regroupe divers services et dispose de moyens numériques modernes lui permettant de mener ses missions avec efficience, notamment en matière de lutte contre la contrebande. Lors de cette visite de travail, une présentation a été faite sur les missions des brigades mobiles de Douanes, à travers notamment un déploiement sur l'ensemble du territoire national, conformément à la vision stratégique de l'appareil douanier. Au terme de sa visite, le DG des Douanes a suivi une projection documentaire mettant en avant les efforts des Douanes dans la protection de l'économie nationale, et ce, en présence des autorités locales et des cadres de ce corps constitué.

APS

FORUM DES ENTREPRISES AFRICAINES

Le ministre Ouadah plaide pour une coopération continentale renforcée

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a participé, à une séance de haut niveau du Forum des entreprises africaines à Addis Abeba (Ethiopie), où il a appelé à renforcer la coopération continentale en capitalisant sur les acquis de la Conférence africaine des start-up abritée par l'Algérie. Lors de sa participation, lundi, à ce forum, organisé par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), M. Ouadah a appelé à "renforcer la coopération

continentale en tirant parti des mécanismes issus des précédentes éditions de la Conférence africaine des start-up", indique un communiqué du ministère. Dans son allocution à cette occasion, le ministre a insisté sur la nécessité pour l'Afrique de passer de l'exportation des matières premières à la création d'une haute valeur ajoutée, en encourageant l'entrepreneuriat et l'innovation et en généralisant les technologies modernes. Après avoir appelé au renforcement de l'infrastructure numérique, M. Ouadah a souli-

gné l'impératif pour le continent africain de s'orienter vers l'intelligence artificielle et la technologie agricole, afin de garantir la sécurité alimentaire et de réaliser une croissance durable. Le ministre a, par ailleurs, présenté l'expérience de l'Algérie en matière de promotion des start-up et de l'innovation, en tant que levier essentiel dans la transition stratégique d'un modèle basé sur les hydrocarbures vers une économie reposant sur la connaissance.

APS

SÉMINAIRE NATIONAL SUR L'INNOVATION ET LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Elaboration d'un programme national d'excellence institutionnelle

Les participants au séminaire national sur le thème "L'innovation et la transformation numérique au profit du service public", organisé, lundi à Alger, par l'Instance du Médiateur de la République, ont recommandé l'élaboration d'un programme national d'excellence institutionnelle incitant les services publics à améliorer la qualité de leurs prestations. Dans leurs recommandations, les participants ont souligné l'importance de "mettre en place un cadre de référence national définissant les caractéristiques du service public d'excellence" et d'"élaborer un programme national d'excellence institutionnelle incitant les

services publics à améliorer la qualité de leurs prestations". Les participants ont également préconisé "la mise en service du portail national des services numériques, la création d'une plateforme numérique permettant aux citoyens d'évaluer les services publics, la garantie d'un échange sécurisé et interopérable des données entre les services, encadré par un système de gouvernance définissant les responsabilités et protégeant les données personnelles, outre l'élaboration d'un mécanisme institutionnel encadrant la révision périodique des dossiers administratifs, accessible aux citoyens". Les participants ont,

par ailleurs, appelé à "la création d'une commission nationale supérieure, placée auprès du Premier ministre, chargée d'encadrer le programme national d'excellence institutionnelle, d'en définir les critères et de veiller à sa mise en œuvre", à "la création d'un Prix de l'excellence récompensant les services publics les plus performants, en vue de créer une dynamique d'émulation positive" et à "la publication de classements périodiques des services afin de les encourager à innover et à collaborer avec les centres de recherche pour développer leurs prestations".

R E.

ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Toutes les mesures prises à l’occasion du mois de Ramadhan

Toutes les mesures ont été prises pour garantir une alimentation régulière en eau potable pendant le mois de Ramadhan, a assuré, lundi, M. Nourreddine Hamidatou, directeur général de l'hydraulique et du service public de l'eau au ministère de l'Hydraulique. Intervenant sur les ondes de la Chaîne I de la Radio nationale, M. Hamidatou a précisé que toutes les conditions ont été réunies pour assurer une alimentation régulière en eau potable pendant le mois sacré, soulignant que les récentes précipitations ont fortement contribué à l'augmentation des niveaux de remplissage des barrages. A ce jour, le taux de remplissage des barrages avoisine 50%, atteignant 48,99% dimanche dernier, un niveau nettement supérieur à celui de la même période l'année dernière (38,91 %), a-t-il fait savoir, rappelant que le pays compte actuellement 81 barrages en exploitation et 5 en cours de réalisation, ce qui permettra "d'améliorer l'alimentation en eau potable dans toutes les wilayas". Près de 20 barrages présentent un taux de remplissage entre 80 et 100%, a révélé le responsable ajoutant que les opérations de curage des sédiments sont effectuées de manière technique et méthodique afin d'augmenter la capacité de stockage et de renforcer l'alimentation en eau potable pour les citoyens, tout en couvrant les besoins du secteur agricole et industriel. Concernant la qualité de l'eau potable, il a rassuré que toutes les eaux distribuées sont propres à la consommation humaine, soulignant le rôle important des stations de traitement

des minéraux dans l'amélioration de la qualité. S'agissant des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la récente réunion du Conseil des ministres, portant sur le lancement en mars prochain de deux stations de dessalement à Tamanrasset

et Tindouf, M. Hamidatou a affirmé que ces projets contribueront de manière significative à l'amélioration du service public et à l'alimentation en eau potable de ces régions.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 فيفري 2026

Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Février 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	67	75	59	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	87	102	73	الطماطم	
	Oignon sec	74	83	66	البصل الجاف	
	Ail sec	956	1047	865	الثوم الجاف	
	Carotte	94	106	82	الجزر	
	Navet	105	117	93	اللفت	
	Choux fleur	95	105	84	قرنبيط	
	Choux	89	101	77	الكرنب	
	Courgette	146	161	130	الكوسة	
	Haricot vert	380	407	353	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	154	168	139	الخس	
Fruits frais	Mandarine	190	225	156	المندرين	فواكه طازجة
	Orange	152	186	117	البرتقال	
	Citron	144	167	120	الليمون	
	Pomme locale	397	489	306	التفاح المحلي	
	Datte	508	638	378	التمر	
	Banane	456	477	436	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1920	2067	1772	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	394	409	379	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Closure	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	par	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,29	-15,46	6,08	10,14	19683	6 859 636,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,78	9,00	5,56	7119	9 996 900,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	1,84	6,66	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 269,00	2269,00	0,00	-0,32	0,06	10,82	5,51	2156	4 689 695,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,24	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	420,00	0,00	0,00	3,97	3,97	5,00	1053	442 260,00

DIPLOMATIE ET DÉVELOPPEMENT

L'axe Algérie-Niger au cœur de la stabilité régionale

Le réchauffement des relations entre l'Algérie et le Niger marque un retour naturel à la normale, à la stabilité et à la sérénité entre deux pays liés par l'histoire, la géographie et des intérêts stratégiques communs. C'est l'analyse livrée par l'expert en géopolitique et en géoéconomie, Arslane Chikhaoui, lors de son intervention à l'émission L'Invité du jour sur la Radio algérienne, à l'occasion de la visite du président nigérien en Algérie.

Par Réda Hadi

Selon l'expert, cette visite, qualifiée officiellement de « visite de travail et d'amitié », revêt une portée diplomatique forte. « Le terme "travail" indique que des dossiers précis et sensibles ont été traités à très haut niveau, tandis que l'amitié renvoie à la fraternité et à la construction de la confiance, socle indispensable de toute relation durable entre États », a-t-il souligné. Pour Chikhaoui, la confiance retrouvée constitue aujourd'hui le pilier central du partenariat algéro-nigérien. Cette dynamique s'inscrit dans le strict respect des principes fondateurs des relations entre les deux pays. Les deux chefs d'État ont réaffirmé leur attachement au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, à la non-ingérence dans les affaires intérieures et à la solidarité face aux menaces communes. « Chaque mot est important. Ces principes sont hérités du non-alignement et font partie de l'ADN diplomatique de l'État algérien », a rappelé l'expert. Dans un contexte international marqué par une recomposition géopolitique et géoéconomique accélérée, Arslane Chikhaoui estime que la notion de souveraineté s'est élargie. Elle ne se limite plus aux frontières physiques, mais englobe désormais l'espace digital. « La protection des données, la cybersécurité et la non-violation de l'espace numérique sont devenues des dimensions essentielles de la sécurité nationale », explique-t-il, soulignant la

pertinence d'une coopération renforcée entre Alger et Niamey face à ces nouveaux défis. Au-delà du cadre bilatéral, ce rapprochement revêt une portée régionale majeure pour l'ensemble de l'espace sahélo-saharien. Cette zone est confrontée depuis plusieurs années à des turbulences politico-militaires, à des conflits de faible intensité et à une instabilité chronique. « Le sud-ouest du Niger, zone des trois frontières avec le Mali et le Burkina Faso, est aujourd'hui l'une des régions les plus fragiles du Sahel », a rappelé Chikhaoui. La relance du dialogue algéro-nigérien contribue ainsi à désamorcer les risques d'implosion et à contenir les menaces transfrontalières. Pour l'expert, la stabilité ne peut être durable sans développement économique. « Sans stabilité, il n'y a pas de développement, et sans développement, l'instabilité nourrit le terrorisme, le narcotrafic, les trafics humains et d'armes, ainsi que les migrations clandestines », affirme-t-il. Contrairement aux idées reçues, près de 80 % des flux migratoires africains sont intra-africains, souvent motivés par la recherche d'emploi ou la fuite de zones d'insécurité. C'est dans ce cadre que s'inscrit la stratégie algérienne de développement des régions frontalières. Historiquement, les frontières ont toujours été des espaces d'échanges économiques et humains. L'Algérie a ainsi mis en place plusieurs zones de développement frontalier, dont une avec le Niger, afin de créer de l'emploi, stimuler le commerce légal et réduire la

contrebande. « Le développement économique est la réponse la plus humaine et la plus efficace aux défis sécuritaires », insiste Chikhaoui. L'un des piliers majeurs de cette coopération renforcée reste la relance du projet du gazoduc transsaharien (TSGP). Porté par Sonatrach, ce projet stratégique prévoit le transit du gaz à travers le territoire nigérien avant son acheminement vers l'Algérie et les marchés européens. « Le TSGP est un projet structurant. Il crée de l'emploi local, stabilise les régions frontalières et génère des retombées économiques directes pour le Niger à travers des redevances et des dividendes », explique l'expert. Pour l'Algérie, le projet consolide son rôle d'acteur énergétique majeur et de trait d'union entre l'Afrique et l'Europe. « Il y a un retour sur investissement évident, mais surtout une vision africaine fondée sur la coopération et la solidarité », souligne Chikhaoui. Selon lui, cette approche rompt avec les anciennes logiques de prédation des ressources et illustre la capacité de l'Afrique à se prendre en charge. En définitive, le réchauffement des relations entre Alger et Niamey illustre une diplomatie de proximité, patiente et stratégique, fondée sur le temps long. « L'Algérie avance calmement mais sûrement, en défendant, avec ses voisins, une aire d'intérêt commun face aux appétits d'acteurs extrarégionaux », conclut l'expert, voyant dans cette dynamique un levier essentiel pour une stabilité durable du Sahel.

PROJET DE CRÉATION DU CENTRE «ENRICO MATTEI» DES TECHNOLOGIES AGRICOLES

Visite d'une délégation italienne à Sidi Bel-Abbes

Une délégation de l'Université de Tuscia (Italie) s'est rendue dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes, afin de concrétiser le projet de création du Centre " Enrico Mattei " des technologies agricoles, dont l'ouverture est prévue dans la wilaya, ainsi que pour renforcer l'accord de jumelage et de coopération avec l'Université Djillali Liabès, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Dans ce cadre, le wali de Sidi Bel-Abbes, Kamel Hadji, a reçu, lundi soir, la délégation italienne composée d'enseignants universitaires et d'experts spécialisés dans le domaine agricole. Les discussions ont porté sur les aspects techniques et scientifiques du projet, ainsi que sur les perspectives de développement de l'innovation dans la recherche agricole, notamment en matière de transfert de technologie et de valorisation des résultats de la recherche sur le terrain, selon la cellule de communication de la wilaya. La même source a indiqué que M. Hadji a souligné, lors de cette rencontre, que Sidi Bel-Abbes constitue un pôle agri-

cole par excellence, au regard de ses atouts naturels et humains, ainsi que de ses infrastructures favorables à l'investissement agricole. Il a réaffirmé l'engagement des autorités locales à accompagner le projet du Centre des technologies agricoles et à réunir les conditions nécessaires à sa concrétisation, renforçant ainsi les relations de coopération et de partenariat entre l'Algérie et l'Italie. Le wali a également mis en avant la place qu'occupe l'Université Djillali Liabès aux niveaux national et international, notamment dans le domaine de la recherche scientifique, estimant que l'accueil d'un centre dédié aux technologies agricoles contribuera à accroître le rayonnement de la wilaya et à soutenir le processus de développement local. Parallèlement, l'Université Djillali Liabès a abrité des séances de travail entre l'Institut des sciences agricoles et la délégation italienne, dans le cadre de l'accord de coopération conclu entre les deux parties. Celui-ci vise à établir un partenariat durable incluant l'échange d'étudiants et d'enseignants, le lancement de projets de recherche conjoints dans les

domaines de l'agriculture durable et de la gestion des ressources naturelles, ainsi que l'organisation de colloques scientifiques spécialisés et l'examen des perspectives de co -encadrement de mémoires de master et de thèses de doctorat. Dans une déclaration à l'APS, le recteur de l'université, Bouziani Merahi, a précisé que " ce partenariat s'inscrit dans la stratégie de l'établissement visant à internationaliser l'enseignement supérieur et à renforcer la recherche appliquée en lien avec les besoins du développement ", ajoutant que " la coopération avec l'Université de Tuscia permettra de bénéficier d'expertises avancées dans le domaine de l'innovation agricole ". De son côté, la directrice de l'Institut des sciences agricoles, Amina Khaldi, a affirmé que "le projet commun et le Centre "Enrico Mattei" représentent une étape qualitative vers le rapprochement entre la recherche scientifique et l'environnement économique, à travers le développement de solutions technologiques répondant aux défis du secteur agricole dans la région".

R E.

COOPÉRATION

Le Président du Niger achève une visite de travail en Algérie

Le président de la République du Niger, chef de l'Etat, le Général d'Armée, Abdourahamane Tiani, a achevé, hier, une visite de fraternité et de travail en Algérie, à l'invitation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Il a été salué à son départ, à l'aéroport international d'Alger, par le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, et des membres du gouvernement. Cette visite a été une occasion de renforcer les liens de fraternité, d'amitié et de bon voisinage entre les deux pays frères, dans le cadre d'une volonté politique commune de hisser le niveau de la coopération bilatérale dans divers domaines, et ce dans l'intérêt mutuel des peuples algérien et nigérien. Dans une déclaration conjointe avec le président de la République du Niger, à l'issue de leurs entretiens au siège de la présidence de la République, le président la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a souligné que «par cette visite, nous mettons fin à une période inhabituelle marquée par une certaine froideur entre les deux pays, bien que les deux peuples frères aient maintenu le contact». Il a ajouté que «cette visite a renforcé les liens de fraternité et d'amitié entre nous, en tant que voisins, frères et amis» et que «nous nous sommes entendus sur tout ce qui concerne notre coopération sécuritaire et énergétique, incluant les hydrocarbures et l'électricité, ainsi que notre coopération dans les domaines de la formation professionnelle, de la formation militaire et de la formation universitaire». A ce titre, le président de la République a annoncé qu'il «a été convenu de lancer le projet de réalisation du gazoduc transsaharien à travers le territoire nigérien après le mois sacré de Ramadhan», précisant que «la Société nationale Sonatrach prendra les choses en main et entamera l'installation du pipeline traversant le Niger». Sur le plan sécuritaire, le président de la République a indiqué que les deux pays sont «dans la même tranchée», réaffirmant que «la sécurité du Niger est indissociable de celle de l'Algérie». De son côté, le président du Niger a salué «les plus hautes autorités algériennes qui, en dépit des vaines tentatives de certaines puissances à relents néocolonialistes et des organisations internationales et sous-régionales, télécommandées et manipulées, se sont montrées solidaires du peuple nigérien après les événements du 26 juillet 2023». Il a ajouté que sa présence en Algérie illustre «l'intérêt que porte le Niger à la fraternité et à la coopération bilatérale» entre les deux peuples et gouvernements. Dans un communiqué conjoint ayant sanctionné cette visite, les deux parties ont réaffirmé «leur volonté commune de préserver l'exemplarité de leurs relations et de faire face ensemble aux défis régionaux». L'Algérie et le Niger ont également réaffirmé «leur attachement aux principes fondateurs de leurs relations, à savoir le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque Etat, la non-ingérence dans les affaires intérieures et la solidarité effective face aux menaces communes". En outre, les deux pays ont exprimé leur "conviction que l'avenir du Sahel sera construit par les pays de la région eux-mêmes, à travers des solutions locales et inclusives».

R N/Agence

TISSEMSILT

Renforcement des équipes d'intervention pour assurer l'approvisionnement des habitants en électricité, gaz et eau pendant le Ramadhan

La société de distribution de l'électricité et du gaz et l'Algérienne des Eaux (ADE) de Tissemsilt ont renforcé leurs équipes de terrain afin de garantir l'approvisionnement des habitants de la wilaya en électricité, en gaz et en eau, dans le souci d'assurer le confort des citoyens, pendant le mois sacré de Ramadhan, ont indiqué lundi les deux organismes.

A ce propos, la chargée de la communication de Sonelgaz-Distribution au niveau de la wilaya, Samia Saâd, a affirmé que l'entreprise a pris une série de mesures nécessaires en mobilisant les moyens humains et matériels pour garantir la continuité de l'approvisionnement en électricité et en gaz, ainsi qu'une intervention rapide et efficace tout au long du mois sacré.

Mme Saâd a précisé que les équipes d'intervention ont été renforcées au niveau des trois subdivisions techniques de l'électricité et du gaz situées dans les communes du chef-lieu Tissemsilt, Theniet El-Had et Bordj-Bounâama. Les équipes d'astreinte ont également été consolidées et leur niveau de préparation relevé, "afin de faire face rapidement et efficacement à toute panne éventuelle", à-elle indiquée.

Elle a ajouté que l'entreprise a mis en place un planning d'intervention pour les entreprises contractantes, afin de faciliter la réparation immédiate des pannes. Une équipe technique a également été spécialement mobilisée pour intervenir dans l'ensemble des 22 communes de la wilaya.

Les clients de l'entreprise peuvent contacter le centre d'appel au numéro 3303 pour signaler toute coupure d'électricité ou de gaz.

De son côté, l'Algérienne des Eaux (ADE) a facilité l'approvisionnement des habitants en eau potable et veillé à réunir les conditions propices pour passer le mois de Ramadhan dans de bonnes conditions, selon son directeur, Mohamed Zerrouki.

M. Zerrouki a indiqué que l'entreprise a élaboré un programme spécial, visant à garantir l'alimentation en eau potable des citoyens dans les 22 communes de la wilaya, à travers la mobilisation de ses équipes et l'amélioration du processus de distribution, durant le mois sacré, d'autant plus que cela est favorisé par l'abondance des ressources hydriques enregistrées, récemment, grâce aux prélèvements et au remplissage du barrage de Koudiat Rosfa, principal fournisseur d'eau de la wilaya, at-il fait savoir.

Agence

TIARET

Mise en avant de l'importance de l'aéroport Abdelhafid Boussouf dans la dynamisation du tourisme

Les participants à la rencontre régionale des agences de tourisme et de voyages de cinq wilayas, tenue lundi à Tiaret, ont souligné l'importance de l'Aéroport Abdelhafid Boussouf, situé à Aïn Bouchekif (Tiaret), dans la dynamisation du tourisme interne et la facilitation des déplacements des citoyens vers l'étranger.

Le directeur du Tourisme, de l'Artisanat et des Métiers de la wilaya de Tiaret, Touab Zaouaoui, a indiqué que cette rencontre, qui a réuni 80 responsables d'agences de tourisme et de voyages des wilayas de Tiaret, Tissemsilt, Relizane, Mascara et El Bayadh, vise à promouvoir cette infrastructure aéroportuaire et à mettre en valeur son rôle actif dans le transport au profit des habitants des wilayas voisines. Il a rappelé que l'aéroport de Bouchekif, qui a repris ses activités, durant le mois en cours, est à même de soutenir le tourisme interne, ces wilayas disposant d'atouts touristiques naturels, historiques et thermaux que les visiteurs peuvent découvrir et apprécier. Il a ajouté que cet aéroport, situé au centre de ces wilayas, possède toutes les capacités nécessaires pour organiser des vols vers les Lieux saints, précisant que la wilaya de Tiaret compte à elle seule près de 2.000 Omra par an. Des propositions sérieuses seront soumises aux autorités compétentes afin d'organiser des vols regroupant des pèlerins de plusieurs wilayas,

ainsi que de programmer des liaisons vers l'Europe, en raison de la présence d'une importante communauté issue des wilayas concernées en France, en Allemagne et en Espagne, entre autres. De son côté, le directeur du Tourisme de la wilaya de Tissemsilt, Khemissi Mesouk, a affirmé que la reprise d'activité de l'aéroport Abdelhafid Boussouf donnera un nouvel élan au tourisme dans la région, notamment en raison de sa proximité (50 km) avec la wilaya de Tissemsilt, qui dispose d'importants sites touristiques, tels que le Parc national de Theniet El Had, ayant accueilli 24.000 touristes, l'an dernier, le complexe thermal de Sidi Slimane, le site forestier « Sultan et Sultana » ainsi que la citadelle historique de Taza, qui attire étudiants et chercheurs en histoire. Pour sa part, le directeur de l'aérogare de l'aéroport Abdelhafid Boussouf, Lotmane Ammour, a présenté des données sur cette infrastructure, capable d'accueillir 250.000 passagers par an. Il a indiqué que durant le premier semestre de l'année en cours, ses différentes installations seront ré-

novées, afin d'assurer une meilleure prise en charge des voyageurs et de leurs accompagnateurs, soulignant que la direction de l'aéroport reste ouverte aux propositions des opérateurs économiques pour le transport aérien de leurs produits agricoles et industriels. Plusieurs responsables d'agences de tourisme présentes ont exprimé leur souhait d'élargir l'activité de l'aéroport, compte tenu de son rôle dans l'allègement des contraintes pesant sur les voyageurs contraints de se rendre aux aéroports Houari Boumediene d'Alger et Ahmed Ben Bella d'Oran, ainsi que de son impact en tant que moteur de la dynamique économique locale et créateur d'emplois, à travers l'ouverture de lignes de transport vers et depuis l'aéroport et l'ouverture de commerces de services en son sein. Pour rappel, l'aéroport Abdelhafid Boussouf assure actuellement deux vols hebdomadaires : un vol aller, le mercredi d'Alger vers Adrar via Tiaret, et un vol retour le vendredi d'Adrar vers Alger via Tiaret.

APS

RAMADHAN

Mobilisation de plus de 400 brigades de contrôle dans six wilayas du Centre

Les directions du commerce de six (6) wilayas du Centre ont mobilisées plus de 400 brigades de contrôle afin d'assurer la disponibilité des produits de grande consommation pendant le mois de Ramadhan, à-on avisé lundi auprès de la direction régionale du commerce de Blida.

"Quelque 429 brigades, composées de 1.299 agents, ont été déployées à travers les wilayas de Blida, Tizi-Ouzou, Médéa, Aïn-Defla, Bouira et Djelfa", a indiqué à l'APS, le chargé de la gestion de la direction régionale du commerce-

Centre, Mohamed Selami. Ces équipes intensifieront leurs sorties quotidiennes au niveau des marchés de gros et de détail, ainsi que des marchés de proximité, en vue de garantir la disponibilité des différentes denrées alimentaires à des prix compétitifs. Elles veilleront également au suivi des circuits de distribution des produits de base afin d'assurer l'approvisionnement régulier des marchés et la stabilité des prix, et ainsi préserver le pouvoir d'achat des citoyens, selon la même source.

Dans ce cadre, le chef du service

de la protection du consommateur et de la répression des fraudes à la direction du commerce de la wilaya de Blida, Mohamed Hadj Mehdi, a fait état de la mise en place d'un programme de contrôle pour tout le mois de Ramadhan, dans le but de garantir la disponibilité des produits alimentaires au niveau des marchés de gros et de détail, dont 10 marchés de proximité ouverts à cette occasion.

A son tour, le directeur du complexe industriel et commercial "Ismaâlia", relevant du groupe public agroalimentaire "Agrodiv", Hakim

Touati, a assuré de la disponibilité de quantités suffisantes de produits alimentaires à travers les quatre points de vente de la wilaya de Blida, de même que dans les marchés de proximité de Blida et de Tlpasa.

Il a ajouté que le groupe a mobilisé l'ensemble de ses moyens humains et matériels pour garantir le transport et la distribution des produits, tant au niveau des points de vente que des marchés de proximité qui enregistrent une forte affluence de citoyens.

R.R

NÂAMA

Lancement de la distribution de 300 logements publics locatifs à Mecheria

La remise des clés de 300 logements publics locatifs (LPL) à leurs bénéficiaires a débuté, lundi dans la commune de Mecheria (W.Nâama), a indiqué l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). L'opération a concerné, jusqu'à présent, les logements de quatre immeubles sur un total de 15, sachant que la distribution se poursuivant progressivement avec la convocation des autres bénéficiaires. L'achèvement de l'opération est prévu pour le 25 février en cours, conformément au calendrier établi. Ce nouveau quartier résiden-

tiel, situé à l'entrée sud de la commune de Mecheria et comprenant 300 logements publics locatifs, dispose de l'ensemble des commodités de base, notamment les aménagements extérieurs tels que l'éclairage public, les espaces verts et des aires de jeux pour enfants. Par ailleurs, les mêmes services ont indiqué que la commune de Mecheria connaît, actuellement, des travaux de réalisation de 1.210 logements publics locatifs, dont 850 unités relevant de la même formule. Leur réception et leur distribution aux bénéficiaires sont prévues à partir du mois

de juillet prochain. Pour rappel, 7.174 logements et diverses aides, toutes formules confondues, ont été distribués à travers les communes de la wilaya de Nâama à l'occasion du 71e anniversaire du déclenchement de la Révolution de libération. Il s'agit notamment de 248 logements publics locatifs, 3.903 aides à l'habitat rural et 3.023 décisions d'attribution pour l'auto-construction dans le cadre des lotissements sociaux.

APS

IN-GUEZZAM

De nouvelles spécialités pour renforcer l'offre de formation professionnelle

La nomenclature de la formation professionnelle a été renforcée par de nouvelles spécialités dans la wilaya d'In-Guezzam pour la nouvelle rentrée (session de février), afin de répondre aux besoins du marché du travail, à-on informé lundi de la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP). Ces spécialités sont ouvertes dans différents domaines, notamment la topographie, l'électromécanique, l'arboriculture ainsi que d'autres filières

liées à l'activité agricole, qui connaissent un vif engouement chez les demandeurs de formation, compte tenu des potentialités agricoles que recèle cette wilaya de l'extrême Sud du pays, at-on précisé. Par ailleurs, cette nouvelle rentrée a également été marquée par la mise en service de deux blocs pédagogiques et administratifs, au niveau du centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) situé dans la commune d'In-Guezzam, qui avait soumis d'une opération d'extension pour

améliorer les conditions de formation et de gestion administrative, selon la DFEP. Le CFPA d'In-Guezzam a déjà accueilli 319 apprentis pour cette session et 200 autres, parmi les bénéficiaires de l'allocation chômage, devraient prochainement rejoindre les bancs de la formation, alors que le CFPA de Tin-Zaouatine a enregistré un effectif de 110 apprentis, at-on ajouté de même source.

Présidée par les autorités de la wilaya, la cérémonie officielle de la rentrée de fé-

vrier, a été ponctuée par une exposition des réalisations d'apprentis. Organisé en présence de dispositifs d'accompagnement, notamment les antennes locales de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat et de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit, l'événement a été, en outre, l'occasion de lancer de l'opération de validation des compétences des guides touristiques non agréés.

R.R

ROBOTS HUMANOÏDES AU CES 2026

Une révolution en marche, entre promesses et défis

Le CES 2026 n’a pas seulement empilé des démonstrations spectaculaires : il a donné à voir une inflexion rare, celle d’une industrie qui cesse de “rêver le robot” pour commencer à l’outiller, le fiabiliser, et surtout le placer dans des scénarios d’usage.

Par Xavier Dalloz, Président de XD Consulting (*)

Humanoïdes domestiques généralistes, ouvriers bipèdes, compagnons hyperréalistes, exosquelettes : tout converge vers une même idée, longtemps repoussée — la robotique humanoïde n’est plus un décor de science-fiction. Elle devient une filière. Mais une filière qui, au moment même où elle accélère, se heurte à trois questions impossibles à esquiver : à quoi servent vraiment ces machines, à quel prix, et comment vivra-t-on avec elles ?

Le “majordome” arrive... mais d’abord comme concept-car

Avec LG CLOiD, la bascule est symbolique : les géants de l’électroménager ne se contentent plus d’objets connectés, ils visent un robot “tout-en-un” capable de comprendre et surtout d’agir. Dextérité multi-doigts, bras articulés, navigation autonome héritée des aspirateurs, intégration domotique via ThinQ : la promesse est celle d’un corps capable d’opérer dans l’écosystème du foyer — ouvrir, ranger, lancer un cycle, manipuler des objets fragiles. Le vrai tournant, toutefois, est logiciel : l’ombre portée de l’IA physique, où perception visuelle, langage et action s’enchaînent enfin dans une boucle crédible. On n’ordonne plus à une machine d’exécuter un script ; on lui demande d’inter-

prêter une scène et de choisir une séquence d’actes pertinents. Sur le papier, c’est la clé de voûte du robot domestique. Mais le CES 2026 rappelle aussi ce que l’enthousiasme oublie : la lenteur, l’incertitude et le coût. Pour plier du linge ou charger un lave-vaisselle, l’humain reste immensément plus rapide. Et tant que l’on ne sait pas garantir robustesse, sécurité (enfants, animaux), maintenance et durée de vie, le “majordome” ressemble davantage à une vitrine qu’à un produit. La trajectoire la plus crédible, d’ici 2030, passe par la spécialisation : un robot cuisine, un robot linge, un robot rangement — avant l’illusion du robot total.

Atlas 2026 : l’humanoïde industriel quitte la scène pour entrer à l’usine

Avec Atlas 2026, la démonstration change de nature : moins de prouesses athlétiques, plus de feuille de route. L’objectif affiché — des usages chez Hyundai à horizon 2028 — marque un passage du “show” à l’industrialisation. Le message est clair : l’humanoïde ne vaut pas parce qu’il saute, mais parce qu’il manipule, déplace, s’intègre à une chaîne de production et, idéalement, rentabilise son existence. Deux lignes de fracture apparaissent. D’abord, l’économie : le ROI dictera la diffusion, et réservera longtemps ces robots aux grandes organisations capables d’absorber un coût élevé, d’industrialiser la maintenance et de sécuriser les opérations. Ensuite, le social : l’humanoïde “co-worker” ne sera accepté qu’à condition

d’être encadré, auditable, normé — et accompagné dans l’usine par une conduite du changement qui parle sécurité et qualité, pas substitution.

Hyperréalisme : quand la technologie touche l’intime

Les humanoïdes de Realbotix rappellent que la performance n’est pas seulement mécanique : elle est aussi relationnelle. Expressions faciales, regard, micro-réactions, conversation plus fluide : l’objectif est de franchir la frontière de l’outil pour entrer dans le registre du “présent”. Et c’est précisément là que le CES 2026 ouvre la boîte noire des controverses : confusion affective, attachement excessif, exposition de publics vulnérables, ambiguïtés culturelles et éthiques. Ces robots posent une question neuve : quand l’interface ressemble à une personne, quels droits, quelles limites, quelle transparence ? La technique avance vite ; l’acceptabilité, elle, ne suivra pas sans règles, garde-fous et design responsable.

Exosquelettes : la robotique déjà rentable, déjà acceptée

Au milieu des humanoïdes, les exosquelettes font figure d’évidence pragmatique : ils sont la robotique qui s’adapte à l’humain, et non l’inverse. Allègement, modularité, capteurs, prévention des TMS, rééducation : on est dans le mesurable, le déployable, le finançable. D’ici 2030, ils pourraient même “concurrencer” certains humanoïdes sur des tâches précises :

mieux vaut parfois augmenter un travailleur que prétendre le remplacer.

2030 : la question n’est plus “si”, mais “comment”

Le CES 2026 confirme donc un tournant : la robotique humanoïde passe du rêve à la réalité — mais pas encore à grande échelle. Entre 2026 et 2028, on verra probablement l’extension des exosquelettes, des robots spécialisés au domicile, et des humanoïdes industriels en tests. Entre 2028 et 2030, la baisse des coûts et de nouveaux modèles économiques (location, abonnement, services) pourraient élargir l’accès, tandis que les débats éthiques — surtout autour des robots émotionnels — deviendront structurants. D’ici 2030, imaginer un monde “sans robots” deviendra difficile. La question n’est plus de savoir s’ils arrivent, mais comment on les rend utiles, sûrs, justes — et vivables. Et c’est peut-être le vrai message du CES 2026 : l’innovation n’a plus besoin d’être seulement impressionnante. Elle doit désormais être habitable.

(*) Il dirige depuis plus de trente ans le cabinet Xavier Dalloz Consulting (XDC), spécialisé dans le conseil stratégique sur l’intégration des technologies émergentes afin d’offrir aux entreprises un véritable avantage concurrentiel. Il est directeur international de la CMAI, la plus grande association professionnelle du numérique en Inde, qui regroupe plus de 48 500 membres.

Source : La Tribune.fr ; publié le 13/02/2026

Quand l’IA rend chaque salarié expert, que reste-t-il au manager ?

Par Pauline Adam-Kalfon (*)

L’intelligence artificielle ne se contente plus d’améliorer la performance technique des entreprises : elle redéfinit en profondeur le management. En démocratisant l’expertise et en faisant émerger des « collaborateurs augmentés », elle bouleverse les hiérarchies établies. L’intelligence artificielle ne transforme pas seulement les métiers via une meilleure performance technique. Elle rebat aussi profondément les cartes du management. En démocratisant l’expertise et en faisant émerger une génération de « collaborateurs augmentés », elle contraint les dirigeants à repenser de fond en comble leur rôle et l’architecture même de leur organisation.

2026 : la machine prend l’avantage

Le signal est sans ambiguïté : en juin 2025, l’IA décroche l’or aux Olympiades internationales de mathématiques. La science-fiction devient réalité. Les modèles les plus avancés surpassent désormais les professionnels sur une multitude de tâches spéci-

fiques, des sciences dures à la gestion d’entreprise. Mathématiques, physique, programmation, intelligence émotionnelle : les bastions tombent les uns après les autres. Certes, exceller sur des tâches isolées ne signifie pas orchestrer un projet dans sa globalité – ainsi la radiologie, promise depuis 2016 à l’automatisation totale, reste aux mains des praticiens. Mais gare aux conclusions hâtives sur les limites de ces systèmes. La recherche dans la Silicon Valley montre que leur capacité à gérer des tâches complexes de longue durée double tous les sept mois. A partir de 2026, ils vont être capables de mener des missions équivalentes à plusieurs heures de travail humain en toute autonomie. Innovation, marketing, stratégie, capital-risque, juridique : partout où l’on pensait l’expertise humaine irremplaçable, l’IA va faire jeu égal ou mieux sur un nombre toujours plus large de tâches complexes. La commoditisation des compétences de gestion n’est plus une hypothèse. Elle est en marche.

L’égénéralisation par le haut

À qui profite cette révolution ? Paradoxalement, d’abord aux moins performants. L’IA démocratise l’expertise et permet à chacun d’avoir un impact multiplié. Le collaborateur moyen d’hier devient le talent augmenté de demain. Cette égalisation vers le haut transforme l’entreprise en profondeur : les écarts de compétences se resserrent, l’accès au savoir-faire technique se généralise, les barrières à l’entrée s’effondrent. Mais cette mutation ne s’opère pas spontanément. Le senior leadership tient un rôle absolument décisif. Une étude du National Bureau of Economic Research le confirme : l’encouragement de la direction double l’adoption de l’IA par les équipes, et triple presque l’usage quotidien. Mieux : il réduit les écarts de genre et d’âge dans l’appropriation de ces outils. Inversement, sans impulsion venue du sommet, la transformation risque de patiner.

Décentraliser, maîtriser, accélérer

Comment le leadership doit-il agir concrètement ? D’abord en repensant l’architecture organisationnelle. Les

structures décentralisées favorisent l’agilité et la diffusion de l’IA. Ce sont aussi les plus adaptées à faire émerger des « collaborateurs augmentés ». En parallèle, le leadership doit établir le « pourquoi » avec clarté et donner les grandes orientations sans se perdre dans le détail opérationnel. Enfin, le tempo devient critique : il faut avancer plus vite que la concurrence tout en maintenant l’alignement interne et en accélérant la formation continue aux nouveaux outils. L’IA ne fait qu’accélérer des mutations préexistantes – mais dans un temps considérablement réduit. Le nombre de décisions à prendre par un collaborateur a été multipliée par cinq en cinquante ans ; un mouvement comparable pourrait survenir en quelques années seulement. Dans cette course à la transformation, il faudra agir au plus tôt : les gagnants pourraient bien être les plus rapides.

(*) Il est membre du Comité exécutif de PwC France et Maghreb depuis le 1 juillet 2025 en tant qu’Associée responsable de l’innovation et de l’impact.

Source : La Tribune.fr ; publié le 12/02/2026

DUBAÏ

Annnonce de nouvelles initiatives sur les marchés financiers

Dubaï a annoncé lundi l'entrée en bourse de 10 sociétés gouvernementales et publiques sur le marché financier de Dubaï, dans une volonté d'accélérer les nouvelles entrées en bourse dans divers secteurs, notamment l'énergie, la logistique et la vente au détail. Cheikh Maktoum ben Mohammed ben Rashid, vice-dirigeant de Dubaï et ministre des Finances des Émirats arabes unis, a également annoncé la formation d'un comité de surveillance des marchés de Dubaï et de tribunaux spécialisés pour les marchés des capitaux dans l'émirat. Ces annonces ont été faites lors de la première réunion du comité supérieur des valeurs mobilières et du change, chargé de développer la vision du secteur financier et d'évaluer les plans et les politiques pour atteindre les objectifs stratégiques. L'émirat vise à augmenter le volume total de ses marchés boursiers à 3 trillions de dirhams des EAU (1 dirham des EAU = 0,22 euro) dans le cadre de la vision du Premier ministre des Émirats arabes unis et dirigeant de Dubaï, Cheikh Mohammed ben Rashid. Au cours de la réunion, le comité a approuvé la création d'un fonds de teneur de marché de 2 milliards de dirhams «visant à augmenter la liquidité sur les marchés», et lancera un fonds d'un milliard de dirhams «pour soutenir les introductions en bourse d'entreprises technologiques (offres publiques initiales) et encourager les solution et produits financiers innovants», selon un communiqué de l'agence de presse officielle WAM. «Le comité mandatera l'étude d'un cadre réglementaire pour attirer de nouveaux actifs numériques en vue d'opérer à partir de Dubaï, en sus de soutenir les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), et de rendre compte des opérations, ce qui contribuera à façonner l'économie future de Dubaï.»

Agence

POUR DIVERSIFIER SES EXPORTATIONS DE PRODUITS HALIEUTIQUES

L'Égypte cible l'Italie

Premier producteur africain de produits halieutiques, l'Égypte est moins bien positionnée sur le segment des exportations. Le pays nourrit depuis quelques années des ambitions de croissance sur le marché européen.

Par R I.

L'Égypte veut augmenter ses exportations de poissons vers le marché italien. C'est ce qui ressort d'une rencontre entre Tarek El-Houby, président de l'Autorité nationale de sécurité alimentaire (NFSA) et des représentants de l'ambassade d'Italie au Caire ainsi que de l'Agence italienne pour le commerce, qui s'est tenue le 15 février. Les échanges ont porté sur l'harmonisation des normes sanitaires, la modernisation des inspections et la simplification des procédures d'agrément pour les sites d'exportation. «Les deux parties ont souligné l'importance de renforcer la coordination technique, l'échange d'informations sur les exi-

gences sanitaires et réglementaires, de faciliter les procédures d'agrément des établissements et l'accès des produits de la pêche égyptiens conformes aux normes européennes, afin de renforcer leur compétitivité et leur part de marché en Italie», souligne un communiqué du NFSA. Ce rapprochement intervient alors que Le Caire essaie de relancer ses expéditions de produits halieutiques à destination de l'Union européenne (UE). Il faut noter que l'UE a suspendu les importations de poissons en provenance d'Égypte en 2021 en raison de non-conformités relevées par la Commission européenne lors d'une inspection. Ce n'est qu'en 2024 que le pays d'Afrique du Nord a reçu à nouveau le feu vert pour relancer ses expéditions

vers le bloc économique. Les données compilées sur la plateforme Trade Map montrent qu'en 2019, l'Égypte a expédié pour près de 13 millions \$ de poissons sur le marché de l'UE, dont 38 % vers l'Italie, qui représentait alors son principal débouché. Le défi pour la filière égyptienne sera désormais de récupérer ses parts de marché délaissées au profit d'autres fournisseurs. En 2024, l'UE a importé pour près de 48,1 milliards \$ de produits halieutiques, soit à peu près le tiers des achats mondiaux de cette catégorie de produits toujours d'après les données de Trade Map. Sur la même année, les expéditions égyptiennes sur le marché international se sont élevées à 68,7 millions \$.

MAURITANIE

Le Premier ministre préside la réunion du Comité ministériel chargé du suivi de l'opération Ramadan 2026

Le Premier ministre, M. El Moctar Ould Djay, a présidé, ce lundi, au bâtiment du Premier ministère, la réunion du Comité ministériel chargé du suivi de "l'opération Ramadan 2026", dans le cadre d'une série de réunions périodiques visant à assurer une bonne préparation de cette opération. Cette réunion s'inscrit dans le cadre des instructions de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, visant à prendre les mesures nécessaires pour permettre aux citoyens de jeûner le mois sacré du Ramadan dans des conditions appropriées. Les interventions de l'opération Ramadan de cette année com-

prendront : L'ouverture de neuf foires centrales au niveau des neuf moughataas de Nouakchott, en collaboration avec l'Union nationale du patronat de Mauritanie, pour présenter les produits les plus consommés (légumes, dattes, viandes rouges, poulet, poisson) pendant le mois sacré à des prix plafonnés. L'ouverture de 30 autres points de vente de viande à des prix subventionnés. L'ouverture de 36 autres points de vente de produits de base à des prix subventionnés. L'ouverture de 71 autres points de vente de légumes à des prix subventionnés. La poursuite de la vente dans les

480 points de distribution de la Société de distribution de poisson sur tout le territoire national à des prix subventionnés, en plus de la distribution gratuite de 242 tonnes de poisson à plus de 23 000 familles. Le lancement de l'opération d'approvisionnement des magasins du programme d'approvisionnement sur tout le territoire national en produits de base. La distribution de paniers alimentaires gratuits par le Commissariat à la sécurité alimentaire à 25 000 familles. Des distributions en espèces par la Délégation générale à la solidarité nationale et à la lutte contre l'exclusion "Taazour" à 243 494 familles nécessiteuses, pour un montant d'environ 9 mil-

liards d'anciennes ouguiyas. L'adoption de mesures pratiques pour assurer la continuité de l'approvisionnement et la régularité de la distribution, avec une surveillance stricte pour contrer toute pratique monopolistique ou spéculative susceptible d'affecter la stabilité des prix et la disponibilité des produits. À la fin de la réunion, le Premier ministre a souligné que le niveau de préparation actuel reflète le sérieux du travail préparatoire effectué lors des réunions précédentes, insistant sur la nécessité de poursuivre un suivi rigoureux sur le terrain afin que l'opération atteigne ses objectifs sociaux et économiques souhaités.

Agence

TUNISIE

Vers de nouveaux horizons pour l'entrepreneuriat rural des jeunes

Les jeunes d'aujourd'hui vivent dans un monde assailli par les crises, notamment les changements climatiques et environnementaux et les inégalités mondiales en matière de sécurité alimentaire, de nutrition, d'emploi et de bien-être. La rentabilité potentielle des investissements en faveur des jeunes notamment en milieu rural est sans limites au regard de la sécurité alimentaire, de la réduction de la pauvreté, de la création d'emplois, de la paix et de la stabilité sociale et économique. La nouvelle orientation est clairement définie : celle de donner une place prépondérante aux jeunes en milieu rural. Cette démarche s'inscrit dans la volonté d'accompagner les projets des jeunes, en leur offrant un soutien constant de l'Etat.

Plaidoyer pour les jeunes et l'agriculture durable

À Rome, la Tunisie a présenté sa vision pour le développement rural lors de la

49e session du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA), les 10 et 11 février 2026. Le ministre de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche, Ezzeddine Ben Cheikh, a conduit la délégation nationale sous le thème « Investir dans les jeunes entrepreneurs ». Cette rencontre réunit des représentants de 162 États membres pour examiner les avancées en matière de solidarité et de développement durable. La Tunisie y a réaffirmé son attachement à un partenariat solide avec le FIDA, qui finance depuis des décennies des programmes structurants dans ses régions agricoles. Le ministre a salué ces contributions, qui touchent des zones rurales souvent isolées, et a appelé à une mobilisation accrue des ressources pour les initiatives locales. Ezzeddine Ben Cheikh a placé les jeunes au cœur de la transformation des systèmes agricoles et ruraux. Il a souligné leur capacité à dynamiser l'économie locale par l'innovation et la création d'emplois, en insistant sur la formation et le

renforcement des compétences. L'accès au crédit et aux services financiers pour les petits agriculteurs figure parmi les priorités, de même que la modernisation des infrastructures hydrauliques pour une agriculture écologique. Le ministre a évoqué la nécessité de financements adaptés afin d'améliorer les revenus ruraux et de favoriser l'accès aux marchés. Ces mesures visent à intégrer les jeunes dans des chaînes de valeur durables, en lien avec les pôles d'agroentrepreneuriat promus par le FIDA. La Tunisie propose ainsi une approche concrète, ancrée dans ses réalités territoriales, pour valoriser les potentiels locaux.

Rencontres bilatérales et évaluations stratégiques

En marge de la session, le ministre s'est entretenu avec Naoufel Telahigue, directeur régional du FIDA pour le Proche-Orient, l'Afrique du Nord, l'Europe et l'Asie centrale. Ces discussions ont porté sur l'état de la coopération et les projets

en cours pour la Tunisie. Une autre réunion avec le Dr Indran Naidoo, directeur du Bureau indépendant d'évaluation (IOE), a permis d'analyser les résultats préliminaires de l'évaluation de la stratégie pays (ESSP), menée avec plusieurs ministères tunisiens. Les échanges ont identifié des pistes pour optimiser l'efficacité des programmes, en tirant des leçons des évaluations passées. Ezzeddine Ben Cheikh a aussi rencontré des responsables tunisiens au FIDA, les invitant à intensifier leur apport aux efforts nationaux de développement. Ces contacts renforcent les liens institutionnels et ouvrent des perspectives pour de nouveaux financements. La participation tunisienne à cette session illustre sa volonté d'avancer dans la solidarité rurale. Les appels du ministre posent les bases d'une coopération renforcée avec le FIDA, centrée sur les jeunes et l'innovation agricole. Ces initiatives pourraient transformer les campagnes tunisiennes en espaces d'opportunités économiques durables.

Agence

MALI

Le permis de la mine de Loulo-Gounkoto renouvelé pour dix ans

Après plusieurs mois de bras de fer entre l’État malien et le géant minier canadien Barrick Mining, le climat semble progressivement se détendre autour du complexe aurifère de Loulo-Gounkoto, considéré comme le plus important du pays. Le 13 février, Bamako a officialisé le renouvellement, pour une durée de dix ans, du permis d’exploitation de la mine de Loulo, l’un des deux piliers du complexe. Une décision stratégique qui marque une étape majeure dans le règlement du différend opposant les deux parties depuis l’entrée en vigueur du nouveau code minier en 2023.

Synthèse rédaction internationale

Attribué en 1996 pour une période initiale de trente ans, le permis de Loulo arrivait à expiration ce mois-ci. Son renouvellement garantit ainsi la continuité des opérations sur un site clé pour l’économie nationale. Toutefois, si ce geste constitue un signal d’apaisement, plusieurs zones d’ombre subsistent, notamment sur les modalités d’application du nouveau cadre juridique minier à cet actif stratégique. Le litige entre Bamako et Barrick s’inscrivait dans un contexte plus large de réaffirmation de la souveraineté économique du Mali sur ses ressources naturelles. Avec l’adoption du code minier de 2023, les autorités ont souhaité revoir à la hausse la participation de l’État dans les projets extractifs. Le nouveau dispositif autorise désormais une prise de participation publique pouvant atteindre 30 % du capital d’une mine, avec la possibilité d’y ajouter 5 % réservés aux investisseurs locaux. Dans le cadre du précédent régime, l’État malien détenait 20 % du capital de Loulo, contre 80 % pour Barrick Mining. La même répartition s’applique à la mine de Gounkoto, dont le permis reste valable jusqu’en 2042. L’enjeu des négociations portait donc sur l’éventuelle adaptation de ces participations au nouveau code, ainsi que sur les retombées fiscales et financières pour le Trésor public. Après plusieurs mois de tensions, un accord de principe a été conclu en novembre. Parmi les gestes forts ayant permis la décrispation figure le versement par Barrick de 253 millions de dollars au titre d’impayés. La libération d’employés de la société, précédemment détenus au Mali, a également contribué à rétablir un climat de dialogue.

Une convention minière à renégociier

Si le décret de renouvellement du permis constitue une avancée significative, il ne précise pas explicitement les termes de la nouvelle convention minière. Or, selon les dispositions du code minier malien, l’expiration d’un permis d’exploitation entraîne la caducité de la convention d’établissement signée entre l’État et l’opérateur. Son renouvellement implique donc une nouvelle négociation, soumise au cadre juridique en vigueur au moment du renouvellement. Les articles 17 et 218 du code minier stipulent ainsi que tout renouvellement de convention pour la phase d’exploitation doit faire l’objet d’une renégociation formelle. La question centrale reste donc de savoir si Loulo sera alignée sur les nouvelles exigences en matière de participation publique et de redistribution des revenus. À ce stade, ni le gouvernement malien ni Barrick Mining n’ont détaillé publiquement les termes précis de l’accord conclu. Cette absence de communication alimente les interrogations, d’autant que le complexe Loulo-Gounkoto représente un actif stratégique, tant pour le groupe canadien que pour l’économie malienne. Le complexe Loulo-Gounkoto occupe une place centrale dans la production aurifère du Mali, troisième producteur d’or en Afrique. Les deux sites combinés ont longtemps constitué l’épine dorsale de la production nationale. Toutefois, le différend juridique et les tensions institutionnelles ont lourdement pesé sur l’activité en 2025. En raison d’une suspension des opérations décidée par Barrick dans le contexte du litige, la production s’est effondrée, ne totalisant que 36 200 onces sur l’année, contre 723 000 onces enregistrées en 2024. Une chute

spectaculaire qui a affecté les recettes d’exportation et les rentrées fiscales du pays. Avec le règlement progressif du différend et le renouvellement du permis, le groupe canadien affiche désormais des perspectives plus optimistes. Loulo-Gounkoto a été réintégrée dans les prévisions de production pour 2026, avec un objectif pouvant atteindre 362 500 onces. Une montée en puissance progressive est attendue, le temps de relancer pleinement les opérations et de rétablir les chaînes logistiques.

Vers une normalisation durable ?

Au-delà de la seule question de Loulo, l’issue de ce dossier est scrutée par l’ensemble des investisseurs internationaux présents au Mali. Le pays cherche à concilier attractivité pour les capitaux étrangers et renforcement de sa souveraineté économique. Le renouvellement du permis envoie un signal de stabilité, mais la transparence sur les nouvelles conditions contractuelles sera déterminante pour rassurer les marchés. Pour Barrick Mining, l’enjeu est également stratégique : préserver un actif de premier plan dans son portefeuille africain, tout en s’adaptant aux nouvelles exigences réglementaires. Pour Bamako, il s’agit d’inscrire dans la durée l’exploitation d’un gisement clé, tout en maximisant les retombées économiques au profit de l’État et des populations. Le renouvellement du permis de Loulo constitue ainsi une étape importante vers la normalisation des relations entre le Mali et son partenaire canadien. Reste désormais à clarifier les termes de la nouvelle architecture contractuelle, afin que l’or malien continue de briller, dans un cadre juridiquement stabilisé et économiquement équilibré.

GHANA

Le canadien Galiano veut augmenter de 25 % sa production d’or en 2026

Après un nouveau record à 6 millions d’onces en 2025, le Ghana veut maintenir la trajectoire haussière de sa production d’or cette année, avec un objectif de 6,5 millions d’onces. Un plan auquel l’opérateur canadien Galiano et sa mine Asanko peuvent notamment contribuer. En 2026, la compagnie canadienne Galiano Gold prévoit de produire entre 140 000 et 160 000 onces d’or sur sa mine Asanko au Ghana. Dans son rapport opérationnel publié en fin de semaine dernière, elle indique que ce niveau représenterait une hausse d’environ 25 % par rapport aux 121 191 onces d’or déclarées pour l’exercice 2025. Dans le détail, la société repose principalement cette prévision sur le gisement Abore, lequel devrait fournir la majeure partie du minerai destiné à l’usine de traitement du site au cours de l’année. À cela s’ajouteront les compléments prévus à Esaase, l’autre gisement actif de la mine. Selon les indications de la société, la production sera principalement concentrée au second semestre 2026, avec 80 000 à 90 000 onces attendues sur cette période. « Pour l’exercice 2026, les prévisions de production d’or annoncées lors de l’assemblée générale annuelle se situent entre 140 000 et 160 000 onces. L’extraction progressive de minerais à plus haute teneur à Abore est prévue au cours de l’année, ce qui devrait concentrer la production d’or sur le second semestre de l’exercice 2026. La production d’or de l’exercice 2026 devrait ainsi augmenter d’environ 25 % par rapport à l’exercice 2025 », a déclaré Matt Badylak, président de Galiano. Bien que la société anticipe une croissance annuelle, cette prévision reste inférieure aux volumes initialement annoncés par Galiano Gold dans ses perspectives quinquennales publiées en janvier 2025 et qui tablaient sur 180 000 à 210 000 onces pour Asanko en 2026. Aucun détail n’a été fourni pour justifier cet ajustement qui intervient toutefois après que la société a révisé ses prévisions 2025 à cause d’un incident survenu en septembre. Malgré tout, les signaux haussiers à Asanko s’inscrivent dans la dynamique nationale, le Ghana visant une production de 6,5 millions d’onces cette année, après un record de 6 millions d’onces en 2025.

Agence

CÔTE D’IVOIRE

Une plateforme solaire pour la recherche et l’innovation

Alors que l’énergie solaire gagne du terrain sur le continent africain, le Maroc et la Côte d’Ivoire mettent en place un cadre commun pour chercher, tester et adapter les technologies énergétiques propres aux réalités africaines. L’Institut de Recherche en Énergie Solaire et Énergies Nouvelles (IRESEN) du Maroc, l’Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), le Green Energy Park Maroc et l’Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny (INP-HB) ont inauguré, le vendredi 13 février à Yamoussoukro, la plateforme Green Energy Park Maroc-Côte d’Ivoire (GEP-MCI).

Implantée au sein de l’INP-HB, la GEP-MCI est dédiée à la recherche appliquée, à l’innovation technologique et à la formation dans les technologies solaires photovoltaïques et thermiques, ainsi que leurs applications dans l’agriculture et le traitement de l’eau. La plateforme est conçue comme une infrastructure de test et de démonstration technologique en conditions climatiques semi-tropicales. Elle reproduit par ailleurs le modèle du Green Energy Park de Benguerir, inauguré en 2017 au Maroc par l’IRESEN en partenariat avec le Groupe OCP et l’UM6P. « Le Green Energy Park Maroc-Côte

d’Ivoire traduit une ambition claire : mettre la recherche et l’innovation appliquées au service du développement durable et de la réussite des grands projets énergétiques en Afrique », a déclaré Samir Rachidi, directeur général de l’IRESEN. Cette inauguration intervient dans un contexte d’accélération du déploiement solaire en Afrique, entraînant une hausse de la demande de panneaux solaires. Dans une note publiée en août 2025, le think tank Ember indiquait que les importations africaines de panneaux solaires ont atteint 15 032 MW sur les douze mois à juin 2025, en hausse de

60 % par rapport aux 9 379 MW importés sur la période précédente. Ember soulignait également que la production locale restait limitée, même si le Maroc et l’Afrique du Sud disposent d’une capacité d’environ 1 GW par an chacun et que d’autres pays comme le Nigéria et l’Égypte font des avancées. Dans ce contexte, les initiatives de R&D régionales trouvent toute leur pertinence, en participant en amont à la structuration d’un écosystème technologique et au développement d’une industrie des technologies propres capable de soutenir les objectifs de transition énergétique du continent.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes apathiques, les logiciels toujours sous pression

Les Bourses européennes ont terminé sans éclat lundi, faute de catalyseur en raison d'un jour férié à Wall Street. Le secteur des logiciels a continué de souffrir des inquiétudes croissantes des investisseurs concernant l'impact de l'IA sur leur modèle économique.

Par R I/Agence

Paris (+0,06%) et Milan (-0,03%) ont fini à l'équilibre, Londres a grappillé 0,26%. Francfort a cédé 0,46%. Quant à la Bourse suisse, elle a vu son indice phare SMI s'octroyer 0,41%. La séance s'est déroulée en l'absence des investisseurs américains, la Bourse de New York restant fermée en raison d'un jour férié aux États-Unis. Seul point notable du jour: la production industrielle a reculé de 1,4% sur un mois en zone euro en décembre, sous les attentes des analystes cités par Factset, qui tablaient sur une baisse de seulement 0,50%, selon des chiffres officiels publiés lundi. Plus tard dans la semaine, plusieurs publications économiques sont attendues, dont l'inflation au Royaume-Uni (mercredi) et aux États-Unis (vendredi), ainsi que le PIB américain (vendredi). Mercredi, les investisseurs prendront aussi connaissance du compte rendu de la dernière réunion du comité monétaire de la Réserve fédérale (Fed). Du côté des résultats, ceux de Walmart, géant américain de la distribution, jeudi, seront "particulièrement surveillés car ils donneront une indication sur l'état de la consommation

aux États-Unis", relève Charlotte de Montpellier, cheffe économiste à ING. Cela "est un vrai point d'attention, dans une économie américaine en +K+, c'est à dire dans laquelle les plus aisés portent pour le moment une grosse partie de la consommation et de la croissance", ajoute-t-elle. Côté change, le dollar grappillait 0,12% face à l'euro, à 1,8680 dollar pour un euro.

Les logiciels toujours plombés par l'IA

"Le thème de l'intelligence artificielle influe encore les marchés", relève Andreas Lipkow, analyste pour CMC Markets. Les investisseurs doutent de la rentabilité des investissements massifs des groupes de la tech dans l'IA, qu'ils financent de plus en plus en s'endettant, quand auparavant ils utilisaient leur propre trésorerie. Dans le même temps, ils s'inquiètent de l'impact de l'IA sur le modèle économique de nombreuses activités, celui des logiciels particulièrement, qui a connu de fortes déconvenues sur les marchés ces dernières semaines. "Il y a un vrai manque de visibilité sur qui seront les gagnants et les perdants de la vague de l'IA", selon Charlotte de Montpellier. Dans le

doute, les acteurs du marchés se défont de ces titres. Ce lundi, le secteur a ainsi continué de reculer. A Paris, Dassault Systèmes a perdu 10,44% et Capgemini 3%. A Francfort, SAP a cédé 1,96%. A Amsterdam, Wolters Kluwer a reculé de 3,65% et à Londres, Sage Group 2,65%. En quatorze jours, "les marchés ont effacé plus de mille milliards de dollars de valeur boursière, craignant que l'IA bouleverse en profondeur les modèles économiques et réduise la rentabilité d'un large éventail de secteurs", a résumé Jim Reid, chef économiste de Deutsche Bank. Outre les logiciels, les investisseurs s'inquiètent pour "les services juridiques, le conseil informatique, la gestion de patrimoine, la logistique, l'assurance, le cour-

tage immobilier et l'immobilier commercial", a-t-il énuméré.

L'or fléchit, le pétrole immobile

L'or cédait 1,06% vers 17h50, à 5042,05 dollars l'once, et l'argent abandonnait 1,25%, à 77,41 dollars l'once. Sur le marché de la dette, le rendement de l'emprunt allemand à dix ans, référence en Europe, était à 2,75%, au même niveau que vendredi. Le marché pétrolier était en hausse, continuant de surveiller les discussions entre l'Iran et les États-Unis. Le baril de WTI nord-américain s'échangeait à 63,66 dollars (+1,22%) et celui de Brent de la mer du Nord à 68,49 dollars (+1,09%).

BOURSE DE PARIS

Stable avant des publications économiques

La Bourse de Paris évolue sans grand changement mardi, prudente avant des publications économiques et des résultats d'entreprises, attendant aussi le retour des investisseurs américains, absents la veille en raison d'un jour férié aux Etats-Unis. Vers 09H55, le CAC 40 grappillait 0,10%, soit 8,51 points à 8.325,01 points. Lundi, le CAC 40 a fini à l'équilibre (+0,06%), à l'issue d'une séance atone. Les volumes d'échanges devraient reprendre de l'ampleur mardi avec la réouverture de Wall Street à 15H30 (heure de Paris). Plusieurs marchés asiatiques, dont la Chine et Hong Kong, sont toutefois fermés pour le Nouvel An lunaire. Le rythme des publications économiques et des résultats d'entreprises s'accélère progressivement cette semaine. C'est surtout la publication du compte-rendu de la dernière réunion du comité monétaire de la Réserve fédérale (FOMC) qui sera au premier plan mercredi. Vendredi, les investisseurs se tourneront vers un indice d'infla-

tion (PCE) aux Etats-Unis, première économie du globe, et vers le Produit intérieur brut (PIB) américain du quatrième trimestre de 2025. La saison des résultats continue également d'animer les séances boursières et "l'attention se tourne déjà vers les prochains résultats d'entreprises clés comme Airbus, Orange, Euronext" à la Bourse de Paris, "qui serviront de test pour la solidité du cycle européen", commente John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement chez Cité Gestion Private Bank. "Depuis le début de la publication des résultats, un peu plus de 60% des entreprises européennes ont dépassé les attentes, un chiffre nettement supérieur à la moyenne historique proche de 54%, ce qui confirme une résilience inattendue des profits", poursuit le stratège. Les investisseurs gardent aussi un oeil sur les prochains secteurs qui pourraient être touchés négativement par l'intelligence artificielle (IA), thème dominant sur les marchés d'actions depuis le début du mois.

BOURSE ZURICH

Le SMI démarre d'humeur positive

La Bourse suisse progressait mardi en matinée en territoire positif, après avoir démarré la séance dans le vert. Plusieurs entreprises helvétiques ont publié leurs résultats, dont DKSH et Basilea. Les investisseurs s'intéressaient également de près aux chiffres de l'inflation en janvier en Allemagne et à ceux de l'emploi au Royaume-Uni, pays où le chômage a progressé en fin d'année dernière. Les marchés d'actions européens continuaient également dans le vert à la mi-journée: à 10h37 Paris avançait de 1,2%, Londres de 0,42%, Milan de 0,54%, Madrid de 0,54% également et Francfort de 0,17%. Les observateurs du marché "gardent aussi un oeil sur les prochains secteurs qui pourraient être impactés négativement par l'IA et sur le développement au Moyen Orient où de nouvelles rumeurs font état d'une intervention mili-

taire américaine imminente en Iran", a rappelé John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement chez Cité Gestion. Le président américain Donald Trump a mis en garde Téhéran contre "les conséquences de ne pas conclure un accord" avant les pourparlers qui se tiennent mardi à Genève. "En l'absence de nouveaux catalyseurs et compte tenu de la persistance des vents contraires, il y a peu de raisons de penser que cette tendance baissière dans le secteur technologique va s'inverser. Au contraire, les inquiétudes concernant l'augmentation des dépenses en matière d'intelligence artificielle s'intensifient", estime pour sa part l'experte de Swissquote, Ipek Ozkardeskaya. Sur le terrain des données macroéconomiques, au Royaume-Uni le taux de chômage a progressé sur les trois mois achevés en décembre

à 5,2%, son niveau le plus élevé depuis cinq ans, selon les chiffres publiés mardi par l'Office national des statistiques (ONS), un nouvel accro pour le gouvernement travailliste de Keir Starmer.

Also s'effondre

A la Bourse suisse à 10h37, l'indice vedette SMI prenait 0,58% à 13'734,83 points, après avoir entamé la journée en hausse de 0,4%. Le SLI accélérerait lui aussi de 0,46% à 2172,32 points et le SPI de 0,49% à 18'913,81 points. Une large majorité des 30 valeurs vedettes s'affichait toujours en progression, six d'entre elles ayant revêtu le rouge est une se maintenant stable (Amrize). En tête de classement, les assureurs avaient toujours les faveurs de la cote, Swiss Re et Zurich Insurance prenant

1,7%, et Helvetia Baloise suivant un peu plus loin, en hausse de 1%. Troisième du classement, le chocolatier Lindt s'enrobait de 1,2%. Parmi les poids lourds du marché, les géants pharmaceutiques Roche et Novartis gagnaient tous deux également 1,2%, tandis que le paquebot alimentaire Nestlé grappillait 0,7% et la grande banque suisse UBS perdait 0,4%. Le spécialiste des technologies d'électrification et d'automatisation ABB creusait ses pertes (-2,2%). Il était suivi du gestionnaire de fortune Julius Bär (-1,7%) et du cimentier Holcim (-0,9%). Sur le marché élargi, le facilitateur de distribution DKSH amplifiait ses gains (+4,7%) après avoir annoncé un chiffre d'affaires quasiment stable de 11,07 milliards de francs suisses en 2025.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 16 Février 2026				
Valeur : 18 Février 2026				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.5192	129.5342
1	EUR	EURO	153.6098	153.6535
1	GBP	POUND STERLING	176.6733	176.7902
100	JPY	JAPANESE YEN	84.4709	84.4917
1	CNY	CHINESE YUAN	18.7456	18.7513
1	CHF	SWISS FRANC	168.4474	168.5985
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.1577	95.1967
1	DKK	DANISH KRONE	20.5677	20.5711
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.5181	14.5234
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.6542	13.6593
1	AED	UAE DIRHAM	35.2606	35.2695
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5357	34.5415
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.3748	424.5631
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.7178	45.1673
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1633	14.1649
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.4819	20.5871
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2552	3.2653
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.5232	178.5232

ROYAUME-UNI

Comment Londres développe son industrie du futur

Face aux défis de la décarbonation, de l'automatisation et de la souveraineté industrielle, le Royaume-Uni a établi une stratégie massive pour transformer son appareil productif. En mobilisant plus de 20 milliards de livres d'investissements publics chaque année, le pays mise sur l'innovation technologique et l'attractivité de son écosystème pour devenir un pôle d'excellence mondial pour l'industrie du futur. Explications.

Synthèse rédaction internationale

À travers sa Stratégie Industrielle Moderne publiée en 2025, le Royaume-Uni s'est fixé une feuille de route à 10 ans, autour d'un objectif clé : positionner le pays comme la destination mondiale de choix pour l'investissement et le développement dans le secteur industriel. Dans ce plan, le gouvernement britannique a fait un choix assumé : concentrer ses efforts sur huit secteurs à fort potentiel, qui représentent 32% du PIB national. Parmi eux, le secteur de la fabrication avancée ("Advanced Manufacturing"), qui inclut notamment l'aérospatiale, les matériaux avancés, les

batteries ou encore l'automobile, figure en bonne place. Pour la période 2025-2026, ce sont déjà pas moins de 20,4 milliards de livres qui ont été engagés afin de renforcer l'écosystème d'innovation et les capacités industrielles du pays dans ces domaines. 500 millions de livres pour le "R&D Missions Accelerator Programme" Cette enveloppe se décline en plusieurs programmes ciblés : 500 millions de livres pour le "R&D Missions Accelerator Programme", destiné à relever les défis industriels nationaux, jusqu'à 500 millions pour le "Local Innovation Partnerships Fund" qui vient soutenir les acteurs régionaux et 29 millions de livres par an jusqu'en 2030 pour encourager l'adoption du numérique dans l'industrie, via le programme "Made Smarter Innovation". Des sujets spécifiques bénéficient également d'enveloppes dédiées : 4,3 milliards de livres sur cinq ans pour encourager l'innovation, l'automatisation, la numérisation et la commercialisation, 2 milliards pour l'automobile (véhicules zéro émission, batteries et chaîne d'approvisionnement,...), 2,3 milliards via l'Aerospace Technology Institute pour les technologies aérospatiales énergétiquement efficaces à partir de 2025 et jusqu'en 2035, et 200 millions pour le programme d'innovation agricole destinée à développer l'Agri-Tech.

ESPAGNE

La dette publique a reflué à 100,8% du PIB en 2025

La dette publique de l'Espagne a de nouveau reculé l'an dernier pour s'établir à 100,8% du Produit intérieur brut (PIB) fin décembre, contre 101,7% un an plus tôt, grâce à la forte croissance économique enregistrée par le pays, a annoncé mardi la Banque d'Espagne. Malgré une nette tendance à la baisse depuis la reprise économique post-Covid, la dette publique de l'Espagne demeure l'une des plus élevées de l'Union européenne, avec notamment la Grèce, l'Italie et la France, selon Eurostat. Selon la banque centrale espagnole, la dette de l'ensemble des administrations publiques

espagnoles, mesurée selon les critères de Maastricht, s'est établie au total à 1.699 milliards d'euros fin décembre. En valeur absolue, ce niveau est supérieur de 4,8% à celui de la fin de l'année 2024. Mais rapportée au PIB espagnol, elle a reculé de 0,9 point de pourcentage, pour atteindre 100,8%, précise l'organisme monétaire. Son reflux s'explique principalement par la forte croissance économique du pays, qui a atteint 2,8% en 2025, selon l'Institut national de la statistique (INE), soit près du double de celle de la zone euro (1,5%). Cette dynamique, largement insufflée par la croissance des dépenses des ménages et le

secteur du tourisme, a permis de stimuler les recettes fiscales, alors même que l'Espagne n'a toujours pas voté de nouveau budget depuis 2023, en l'absence de majorité au Parlement, qui demeure très fragmenté. La dette publique espagnole avait atteint un pic de 124,2% du PIB en mars 2021 en raison des dépenses engagées pour soutenir l'activité économique face à la crise du Covid-19. Elle n'a cessé depuis de reculer, malgré la flambée des prix engendrée par les conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022. En 2024, la dette publique espagnole s'était établie à

101,7% du PIB, après 105,2% fin 2023. En vertu du pacte de stabilité européen, la dette publique des États membres doit rester en théorie inférieure ou égale à 60% du PIB et le déficit public ne doit pas dépasser 3% du PIB. Le Parlement européen et les États membres de l'UE ont toutefois introduit une réforme après la crise du Covid permettant plus de flexibilité vis-à-vis de ces règles, jugées obsolètes et dans les faits peu respectées. La Banque d'Espagne table sur un déficit public de 2,1% du PIB en 2026, contre 2,5% en 2025.

R.I.

INDONÉSIE

La croissance économique dépassera les objectifs en 2026

Le président de l'Indonésie a déclaré vendredi que la croissance économique du pays était réelle et dépassera cette année son objectif, ajoutant que les acteurs économiques ont reconnu les bénéfices de son programme de repas gratuits dans la stimulation de la consommation. Le discours de Prabowo Subianto lors d'un forum économique intervient après une période de turbulences provoquée par un avertissement de l'indice MSCI concernant la transparence du marché boursier, ainsi que par une dégradation de la perspective de notation de la dette indonésienne par Moody's. Lors de ce forum, auquel participaient des agences internationales, Prabowo a indiqué que ses programmes phares, incluant les repas gratuits ainsi que le développement de coopératives villa-

geoises et de villages de pêcheurs, allaient dynamiser l'économie. Prabowo a affirmé que le programme de repas gratuits avait créé des emplois et augmenté les revenus des agriculteurs, ajoutant que, malgré un nombre limité de cas d'intoxication alimentaire, le programme est un succès après avoir atteint plus de 60 millions de bénéficiaires. « J'ai rencontré des chefs d'entreprise... ils m'ont dit que les repas gratuits avaient amélioré la consommation », a déclaré Prabowo. « Nous ne menons pas une économie d'aides sociales », a-t-il ajouté. Lors du même événement, le ministre coordinateur de l'économie, Airlangga Hartarto, a indiqué que l'économie pourrait croître de 5,6 % cette année, soit au-dessus de l'objectif officiel de 5,4 %, portée par les projets lancés par le fonds souverain Danan-

tara Indonesia et le gouvernement. Airlangga a également souligné que le sentiment du marché s'est amélioré, comme en témoigne le rebond observé cette semaine. Le ministre des Finances, Purbaya Yudhi Sadewa, a indiqué lors du forum que la croissance économique du premier trimestre devrait atteindre entre 5,5 % et 6 %, soutenue par 809 000 milliards de roupies (48 milliards \$) de dépenses publiques, incluant le plan de repas gratuits. Par ailleurs, Danantara lancera également la construction de quatorze nouveaux projets de transformation des ressources naturelles, pour une valeur de 19 milliards \$. Son directeur général, Rosan Roeslani, n'a toutefois pas précisé de calendrier. « Le secteur de la transformation des ressources naturelles apportera une

contribution significative car nous voulons capter toute la valeur ajoutée (industrielle) en Indonésie... bien sûr en donnant toujours la priorité à la bonne gouvernance, la transparence et la responsabilité », a déclaré Rosan lors du forum. La semaine dernière, Danantara a lancé six projets dans la transformation des ressources naturelles, pour une valeur de 7 milliards \$. Danantara prévoit également d'investir 202,4 000 milliards de roupies dans des centres de données, l'agriculture et des projets de valorisation énergétique des déchets cette année, a ajouté Rosan. L'investissement comprend une plateforme de développement de centres de données de 21 000 milliards de roupies avec un opérateur mondial, a-t-il précisé.

Agence

GRÂCE AU WEEK-END D'OUVERTURE DES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER L'Italie enregistre une reprise économique

Le nord de l'Italie enregistre une augmentation de plus de 60 % du nombre de visiteurs étrangers titulaires d'une carte Visa, avec une hausse des achats de 80 % par rapport à la même période en 2025. Augmentation significative des dépenses des titulaires de cartes Visa dans de nombreux secteurs commerciaux, notamment l'habillement et les accessoires, la restauration et la mobilité et les transports. La plus grande part des dépenses provient des détenteurs de cartes Visa américains, les augmentations les plus significatives par rapport à l'année précédente étant enregistrées au Canada et en Suisse. Les visites des titulaires de cartes Visa étrangers ont augmenté de plus de 60 %, la plus grande part de visiteurs provenant des États-Unis (+160 % par rapport à l'année précédente), suivis par la Chine, le Brésil, le Canada et le Japon. En Europe, les détenteurs de cartes Visa allemands représentent la plus grande part des visiteurs (augmentation de 31 % par rapport à l'année précédente), suivis par la Suisse, la France et le Royaume-Uni. Les détenteurs de cartes Visa internationales ont dépensé plus que l'année précédente, les États-Unis arrivant en tête de la croissance annuelle avec une augmentation de 125 % de leurs dépenses, suivis par le Canada et la Suisse. Les visiteurs allemands, chinois et américains se classent en tête des dépenses, avec une moyenne de 297 €, 267 € et 255 € respectivement. Les achats ont également augmenté de manière significative à Milan pour les titulaires de cartes Visa internationales (45 %) et les titulaires de cartes Visa italiennes (+30 %). Dans les stations de montagne, la croissance des achats est principalement tirée par les détenteurs de cartes Visa étrangers, avec une augmentation de 95 % par rapport à l'année précédente. Les transactions sans contact des détenteurs de cartes Visa nationales et internationales ont augmenté de près de 40 % par rapport à l'année précédente. Les trois catégories de commerçants qui ont enregistré la plus forte augmentation des achats des détenteurs de cartes Visa internationales pendant le week-end de la cérémonie d'ouverture sont : les vêtements et accessoires (+35 %), les restaurants, la mobilité et les transports. R.I.

GROK DANS VOTRE TESLA

Pour le meilleur et le pire de l'IA d'Elon Musk

Tesla indique lundi dernier avoir commencé à déployer Grok dans ses voitures en France et en Europe. L'assistant conversationnel de xAI, la société d'Elon Musk, débarque avec une personnalité modulable et des capacités qui vont bien au-delà du simple GPS vocal.

C'est officiel depuis ce lundi 16 février 2026 : les Tesla qui circulent en Europe parlent désormais avec Grok. La mise à jour logicielle 2026.2.6, déployée gratuitement, embarque l'intelligence artificielle signée xAI directement dans l'habitacle. Le constructeur américain précise qu'elle apporte des fonctionnalités inédites, comme des conseils personnalisés, la navigation vocale avancée et un total de quatorze modes de personnalité différents. Les propriétaires de Tesla accèdent ainsi à une IA capable de répondre sur des sujets variés, de façon scientifique ou... complotiste.

Tesla intègre Grok pour transformer la navigation et l'assistance

Malgré les tumultes et l'enquête de la Commission européenne, Tesla poursuit son bonhomme de chemin avec Grok. Le robot conversationnel cher à Elon Musk n'arrive pas les mains vides sur le Vieux continent, mais plutôt avec un gros bagage intellectuel. L'intelligence artificielle de xAI peut discuter physique, mathématiques, biologie, philosophie ou histoire selon vos envies. Voilà de quoi satisfaire votre curiosité pendant les trajets. Mais Tesla a vu plus loin, puisqu'au-delà de ces conversations savantes, l'assistant devient aussi un outil pratique au quotidien. L'assistant prend les commandes de la navigation sur simple demande vocale. Qu'il s'agisse du changement de destination, de la modification d'itinéraire ou de la recherche de points d'intérêt, tout passe par lui. Plus malin encore, Grok a potassé le manuel du propriétaire. Du coup, il peut très bien vous expliquer cette alerte mystérieuse sur le tableau de bord, vous conseiller sur l'entretien ou vous livrer les meilleures pratiques d'utilisation. Accessible depuis le volant ou l'écran



tactile de votre Tesla, l'assistant nécessite un abonnement à la Connexion Premium (un abonnement à 9,99 euros par mois), ou un Wi-Fi stable. Les conversations, elles, sont totalement anonymes, affirme l'entreprise américaine. Elles ne sont jamais liées au véhicule, ce qui, sur le papier, garantit que vos discussions restent privées. Tesla déploie Grok progressivement sur les Model S, Model 3, Model X et Model Y compatibles.

Avec quatorze personnalités pour transformer chaque trajet

La force de Grok, c'est sans doute sa capacité à changer de rôle selon vos besoins. Quatorze modes sont en effet disponibles, classés par public. Les modes classiques de l'IA sont disponibles (conteur, assistant, professeur de langue, méditation, thérapeute, docteur et même complotiste). On retrouve aussi deux modes spécialement pensés pour les enfants

(histoires pour enfants et quiz pour enfant), et tout à l'extrême, des modes pour les adultes (sexy, motivation, romantique, débrié et argumentatif), carrément réservés aux plus de 18 ans. Voilà quoi varier les ambiances selon l'envie du moment. Mais la personnalisation va plus loin encore, avec cinq personnages différents qui sont proposés aux conducteurs. Ara insuffle de l'énergie, Eve apaise, Leo vous parle avec un accent britannique, Rex reste d'un calme olympien, et Sal adopte un ton doux. Entre l'apprentissage, le divertissement et la navigation optimisée, chaque trajet peut être différent. À bord des Tesla, Grok est disponible dans plusieurs langues, avec la promesse d'une interaction fluide et d'un phrasé naturel. Le constructeur annonce déjà des mises à jour futures pour enrichir les fonctionnalités, gratuitement et à distance. En France, on rappelle que la Model 3 démarre à 33 433 euros, le Model Y à 31 843 euros.

Apple sort du silence : un événement spécial annoncé simultanément dans trois villes

Apple annonce la tenue d'un keynote le mercredi 4 février 2026. Au programme, on peut s'attendre au lancement du prochain MacBook à petit prix, de l'iPhone 17e et possiblement d'autres surprises. Apple n'attendra pas le printemps pour dévoiler ses nouveautés. Le constructeur californien vient d'annoncer la tenue d'un keynote un peu particulier. Déjà la date. Celle-ci se tiendra le 4 mars, un mercredi donc, un jour inhabituel pour Apple qui préfère généralement présenter ses produits le lundi ou mardi. Ensuite, la marque prend le large et abandonne l'Apple Park pour trois villes qui sont New-York, Shanghai et Londres. Pas d'Apple Park cette fois, au grand dam des fans qui adorent visiter à chaque keynote les moindres recoins du siège social d'Apple. Mais que justifie cette « Apple Experience » ? On fait le point sur les différentes rumeurs.

Le Mac en tête d'affiche, et un nouvel iPhone attendu

On vous l'annonçait ce lundi 16 février : le MacBook low-cost est sur les rails, et cet événement pourrait

bien servir de rampe de lancement. Apple aurait dans sa besace un MacBook à prix cassé (on parle d'un tarif de base de 700 dollars), avec un processeur A18 Pro en lieu et place des traditionnelles puces M4 ou M5.

La puce de l'iPhone suffirait à un usage bureautique ou à de la navigation web, pour les étudiants et le grand public. L'ordinateur pourrait également être décliné en plusieurs coloris affirmés qui redonneraient un



You're invited.

peu de pep's à la gamme MacBook, tristounette depuis plusieurs années. Le keynote pourrait voir aussi l'iPhone 17e. Le successeur de l'iPhone 16e pourrait être présenté, avec quelques améliorations à l'intérieur (changement de processeur, remplacement de l'encoche par la Dynamic Island, caméra avant 18 mégapixels, MagSafe) à un prix toujours plus doux que la gamme iPhone 17 sortie à la rentrée 2025. Enfin Apple pourrait aussi profiter de l'événement pour officialiser les MacBook Pro M5 Pro et M5 Max, un nouvel écran Studio Display et l'iPad Air M4 qui prendrait la succession du modèle M3 sorti il y a tout juste un an. Dernière chose et pas des moindres : la marque américaine pourrait enfin donner un aperçu du prochain Siri, à l'aune du lancement de la première bêta d'iOS 26.4. Puisqu'Apple parle d'« expérience », un test grandeur nature du nouvel assistant, motorisé par Google Gemini, s'inscrirait parfaitement dans ce type d'événement. On vous retrouve donc le mercredi 4 mars à partir de 15H, heure française, pour suivre en direct les annonces

Apple accepte le prix doublé des mémoires flash NAND Kioxia

En raison de l'offre limitée et de la hausse des prix des puces de stockage, Apple a été contraint d'accepter selon Digitimes les conditions contractuelles du géant japonais des mémoires flash NAND Kioxia. Ce dernier a décidé de doubler leur prix d'achat unitaire à compter de ce premier trimestre 2026, puis d'ajuster ses prix tous les trois mois en fonction des conditions du marché, ce qui laisse présager une volatilité persistante des prix. Même avec un contrat garantissant un approvisionnement à court terme, la firme à la pomme pourrait avoir du mal à échapper complètement à la pression sur les coûts liée à la hausse persistante des prix des mémoires NAND. Reste à voir si à cause de cette situation Apple répercutera - ou pas tout - ou partie de cette hausse sur ses clients.

Docs propose des résumés audio générés par IA

Google enrichit Docs avec une fonction de résumé audio via Gemini. L'outil offre la possibilité de produire une synthèse vocale de plusieurs minutes à partir du contenu d'un document. Accessible depuis le menu Outils, puis Audio, la fonction propose un lecteur intégré offrant la possibilité d'ajuster la vitesse de lecture de 0,5 à 2 fois et de choisir parmi plusieurs voix, comme narrateur, persuasif ou coach. Le déploiement a débuté et pourrait s'étaler sur une quinzaine de jours. La fonctionnalité sera accessible aux abonnés Business et Enterprise Standard et Plus, AI Pro et Ultra, et sous forme d'extension pour les utilisateurs d'AI Ultra for Business et Education.

Grafana vise une valorisation de 9 Md\$

L'éditeur en observabilité open source Grafana serait en négociations pour lever encore des fonds, sans que le montant recherché ne soit précisé. Selon The Information, le tour serait mené par le fonds souverain de Singapour, GIC. Si l'opération aboutit, la valorisation de l'entreprise passerait de 6,6 Md à 9 Md\$, reflétant la forte croissance de son revenu récurrent annuel, qui a dépassé 400 M\$ en septembre 2025 contre 250 M\$ en août 2024. La société avait déjà bouclé un financement de 270 M\$ en août 2024, auquel avaient participé CapitalG (Alphabet), Lightspeed, Sequoia et d'autres investisseurs. Certains de ces investisseurs historiques pourraient également prendre part au tour actuel. Cette valorisation élevée laisse entendre que le fournisseur n'envisage pas d'introduction en Bourse à court terme.

LA NOUVELLE STRATÉGIE DE STELLANTIS ? Lever le pied sur l'électrique, et relancer le diesel

Nous n'imaginions pas que le retour en catimini du diesel sur des modèles familiaux comme les ludospaces et grands monospaces était en fait un signal précurseur. Et pourtant. Stellantis confirme qu'il va lever un peu le pied sur l'électrique dans certaines gammes et remettre quelques offres diesel, notamment sur des compactes qui n'y avaient plus droit comme la Citroën C4 ou la Peugeot 308. A quand les Peugeot 3008 et 5008 ?

Vous vous souvenez peut-être d'une époque pas si lointaine où vous pouviez même acheter une citadine avec un moteur diesel. C'était encore le cas l'an dernier sur la Renault Clio avant le changement de génération, mais sur sa concurrente Peugeot, il faut remonter encore plus loin. Et s'agissant des gammes supérieures, Peugeot, Renault et Citroën ont fait le ménage encore plus tôt. Plus d'Ci ni HDi sur les 308, Mégane, Austral, 3008 et autre Espace. Toutes ces voitures à vocation plus familiale sont passées à l'hybride ou à l'électrique. Avec parfois des stratégies surprenantes, comme ce Peugeot 3008 hybride non rechargeable qui étrenne un petit trois cylindres 1.2 pour un type de véhicule qui pouvait autrefois recevoir un 2.0 HDi de 180 ch avec un couple généreux sur une large plage d'utilisation. Justement le HDi, parlons-en puisque Stellantis a annoncé qu'il ferait son retour sur un certain nombre de modèles en Europe.

Stellantis mise à nouveau sur le thermique

Drôle de revirement que celui de Stellantis depuis le départ de Carlos Tavares qui avait plutôt opté pour une stratégie de l'électrification partout où c'était possible. Jusqu'à l'autre côté de l'Atlantique, sur des modèles emblématiques Dodge. Depuis l'arrivée d'Antonio Filosa, marche arrière toute : le V8 Hemi se re-



trouve à nouveau en odeur de sainteté et le diesel fait un come back inespéré en Europe dans un marché où il tombé en totale désuétude. En France, sur le mois dernier, il ne représentait que 3 % des ventes de voitures neuves... alors à quoi bon ?

Un diesel qui fait son grand retour

Visiblement, Antonio Filosa et ses équipes ne se posent pas la question. Il faut dire que limiter les ludospaces et grands monospaces à l'électrique paraîs-

sait un peu exagéré compte tenu des prix de ces offres et de leur autonomie assez limitée, alors qu'ils requièrent une polyvalence accrue face à une citadine ou un véhicule plus urbain et moins familial.

La polyvalence donc, l'un des arguments du diesel. Mais il n'est pas le seul. Stellantis veut pouvoir « répondre aux clients », et à tous les clients. Mais c'est un jeu d'équilibriste : relancer le diesel pourrait conduire Stellantis à ne plus suivre la trajectoire imposée par l'Europe sur les réductions de CO2 des

flottes d'ici 2035, qui implique un pourcentage de plus en plus élevé d'électriques. Et c'est particulièrement le cas sur les utilitaires qui sont très à la traine en matière de baisse des émissions.

Quels modèles Stellantis en diesel ?

Nous l'avons déjà abordé, les monospaces de type Opel Zafira, Fiat Qubo L et autre Peugeot Traveller retrouvent une offre diesel et sur des cylindrées que l'on pourrait qualifier de confortables. Mais Stellantis ira plus loin : « nous avons décidé de maintenir des moteurs diesel dans notre portefeuille et, dans certains cas, d'augmenter notre offre de motorisations ». Selon Reuters, les prochains DS 7 et dérivés italiens seront à nouveau proposés en diesel car la clientèle le demande. Et petite surprise, les gammes plus compactes comme Peugeot 308, Citroën C4, Opel Astra et DS 4 vont voir le retour d'un moteur diesel au catalogue ! Ce qui n'est pas encore acté puisqu'elles ne figurent pas encore au configurateur à l'heure où nous écrivons ces lignes. Il s'agira très probablement du 1.5 BlueHDI pour ces véhicules là, en espérant toutefois que les soucis rencontrés ces derniers mois par cette motorisation (Adblue, chaîne de distribution) sont définitivement réglés. A moins, bien sûr, que Stellantis ne travaille sur un autre moteur pour préparer Euro 7...

DES TAUX DE POLLUANTS CANCÉRIGÈNES 500 FOIS SUPÉRIEURS À LA NORME Le scandale de l'usine de batteries pour voitures électriques en Hongrie

Le gouvernement de Viktor Orbán était visiblement au courant mais dans une position délicate : que faire, alors que les services secrets hongrois avaient révélé en interne la pollution massive générée par l'usine de batteries de Samsung SDI sur le territoire hongrois ? Fermer l'usine, au risque d'engendrer des pertes économiques et sociales, ou laisser tourner l'affaire, en considérant les dégâts de santé publique et environnementaux encore difficiles à estimer. Voilà une affaire qui ne risque pas d'arranger les affaires du gouvernement hongrois, nouvelle terre d'accueil fétiche des constructeurs automobiles et autres producteurs de batteries. C'est justement d'eux que l'on parle ici, et l'un des principaux fabricants au monde. Construite en 2021, l'usine de Samsung SDI en Hongrie fait aujourd'hui la une des médias nationaux et se répand en Europe. En cause, des problèmes de traitement des polluants dans et autour de l'usine alors que le géant coréen aurait été au courant du problème depuis 2022. Le gouvernement hongrois, lui, aurait alors déjà repéré le problème mais n'aurait pas agi tout de suite, craignant pour les retombées économiques et l'emploi.

L'industrie pollue, y compris dans les batteries

N'importe quelle industrie lourde a tôt ou tard été visée par des plaintes pour des pollutions plus ou moins grave dans l'environnement proche, et dans l'air. Les usines classées Seveso en France ont toutes été épinglées dans leur histoire, que ce soit dans la pétrochimie pour les rejets d'eau et de polluants atmosphériques, ou l'industrie spécialisée plus récemment avec les fameux PFAS. Du côté de la Hongrie, c'est l'activité de Samsung SDI qui est désormais visée. L'histoire est relayée par nos confrères hongrois de Telex, qui ont publié des informations liées aux enquêtes menées par les services secrets hongrois sur les coulisses de la production de Samsung.

Le cas de Samsung en Hongrie

L'affaire débute par des inspections de routine à l'automne 2022. Dans l'unité de mélange de l'usine de Göd, là où sont préparées les cathodes des batteries, les inspecteurs découvrent un spectacle alarmant : une poussière noire recouvre le sol et les murs. Cette poussière contient du nickel, du cobalt et du manganèse, des métaux lourds hautement cancé-



rigènes. L'enquête aurait révélé que le système de ventilation, bricolé lors de la conversion d'une ancienne usine de téléviseurs, est totalement inadapté. Les filtres sont conçus pour des particules de 2,4 micromètres, alors que les poudres utilisées mesurent 0,3 micromètre. Résultat : les substances toxiques sont recrachées jusque sur le toit de l'usine, visiblement noirci sur les clichés aériens, ou dispersées dans d'autres sections du bâtiment. Les chiffres officiels étaient déjà inquiétants, mais l'enquête dévoile une réalité suppo-

sée aussi alarmante. Si Samsung a communiqué aux autorités des dépassements de seuils "modérés", ses mesures internes — obtenues par les services secrets hongrois — monteraient en réalité des niveaux de pollution atmosphérique 500 à 1000 fois supérieurs à la limite légale pour certains ouvriers. Au lieu de stopper la production pour protéger les salariés (souvent équipés de simples masques chirurgicaux inutiles contre les produits chimiques), la direction aurait mis en place une "rotation" : les ouvriers dont les analyses

d'urine étaient saturées de métaux étaient déplacés vers des zones moins polluées, remplacés par des collègues "sains" dont l'organisme n'avait pas encore atteint les seuils d'alerte.

L'arbitrage du gouvernement, l'économie avant la santé

Le scandale a atteint le bureau du Premier ministre Viktor Orbán au printemps 2023. Un rapport classifié du Bureau de protection de la Constitution (renseignement intérieur) a été présenté en Conseil des ministres. "Mettre ainsi en danger les travailleurs est un risque politique inacceptable", aurait déclaré Antal Rogán, chef de cabinet, lors de la réunion. Pourtant, la décision finale est tombée : l'usine ne sera pas fermée. Le gouvernement aurait accordé un sursis à Samsung pour corriger ses installations, privilégiant le maintien de la production de batteries pour les constructeurs européens (dont BMW, Hyundai/Kia et d'autres) au détriment de la sécurité immédiate des travailleurs. Car à cette époque, Samsung envisageait un agrandissement de l'usine, et donc de nouvelles retombées économiques pour la Hongrie. L'éternel débat entre croissance économique, et santé publique ou environnement.

Mots fléchés

Furieuses	↓	Élément chimique de numéro atomique 34	↓	Concentrer	↓	Prénom masculin	↓	Mises	↓	Félin d'Amérique	↓	Renard des sables	↓
Paris sous les romains	→					H2O		Tonton	→			Passe-temps	↓
	→							Ancienne Russie	↓				
Anarchiste		Pot		Souverain éthiopien	→					Chevalier efféminé	→		
	→	↓								Plante textile	→		
Agréable	→			Langue slave	→					Sucre simple	→		
Nymphette	→			Exclamation du midi	↓								
	→					Dedans	Nazi	→		Manie	→		
										Pilier carré			
Fromage hollandais		Rivière du Congo	→				Amas	Eludé	Inusités	↓	Dirigeant portugais (Antonio Ramalho)		Crochet
	→			Pensionnaire	→		↓	↓	↓		↓	Train de banlieue	↓
				Occupé									
Escompte		Rôle au théâtre	Pour un oubli	↓		Réincarnations	→						
	→	↓	↓			Êtres fabuleux	→						
Aigres	Allongé	→					Règle de dessin	→		Longue période	→		
	Plus qu'idiot						Adolescent			Amérindien			
	↓												
					Sotte	Saucisson de Lyon	→					Information	Aride
Vieille armée	→			Poisson	→			Un rembour-sement sur notre fiche de paie	Attitude		Champion	→	↓
				Membrane de l'oeil							Issues de		
				↓									
Il peut être coulant	→					Service hospitalier	→						
Tranquille	Débris		Chair comestible	→						Abréviation de 'et les autres manquent'	→		
	↓												
			Points cardinaux opposés	→									
			Oeuf de toto			Axe mécanique	→						Situées
			↓										
Pierre plate	→					Surgis	Petit tour	Font des ronds de jambes		Écluse	→		↓
										Ancienne Thaïlande			
	→			Pénétrés	→	↓	↓	↓		↓	Distance chinoise	→	
				Salve							Province angolaise		
				↓									
Bourrasque	→					Perroquet	→			Échassier	→		
Cérium						Equerre				Note de musique			
	→									↓			
		Petit canari de fiction	→					Mulsion	→				
Cubes de bois	→							Distancées	→				

PÉTROLE

Le Brent à 68,72 dollars

Les cours du pétrole ont progressé légèrement, mardi, encouragés par la persistance des tensions géopolitiques dans le monde, notamment au Proche-Orient. En début d'après-midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, prenait 0,10% à 68,72 dollars, alors qu'il avait débuté la séance en baisse. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mars, gagnait 1,48% à 63,82 dollars.



COOPÉRATION

Le président de la République reçoit le ministre français de l'Intérieur

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, le ministre français de l'Intérieur, M. Laurent Nunez, et la délégation l'accompagnant. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet de la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, du conseiller auprès du président de la République chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba, et du Directeur général de la Sécurité intérieure, le Général-Major Abdelkader Aït Ouarabi.

CRÉATION DU RÉSEAU NATIONAL D'ACCREDITATION, DE CERTIFICATION ET D'HOMOLOGATION

Le Premier ministre installe le groupe de travail

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a procédé, hier, à l'installation du groupe de travail chargé de la création du Réseau national d'accréditation, de certification et d'homologation, indique un communiqué des services du Premier ministre.

"L'installation de ce groupe de travail, composé d'experts nationaux hautement compétents dans ce domaine, s'inscrit dans le cadre de la concrétisation de la vision stratégique de Monsieur le président de la République, visant à moderniser le système de contrôle de la conformité des biens et services et à valoriser les capacités nationales en matière d'analyse et de contrôle de la qualité, afin de garantir la protection de l'économie nationale, de soutenir la sous-traitance et la production locale, et d'assurer l'intégrité et la santé des consommateurs", précise le communiqué.

Cette installation intervient suite à la réalisation d'un premier inventaire des capacités nationales disponibles en matière d'analyse et de contrôle de la conformité, à travers différents secteurs économiques et de services et auprès des centres de recherche scientifique.

Cette opération a permis d'identifier et de documenter les capacités techniques et humaines disponibles, mettant en évidence un vaste réseau de laboratoires nationaux, qui seront mis à contribution à l'avenir pour renforcer la souveraineté technique et soutenir la compétitivité de l'économie nationale, ajoute le communiqué des services du Premier ministre.

APS

BOURSE D'ALGER

Les sociétés cotées tenues de divulguer leurs informations par voie électronique

Les sociétés cotées en Bourse d'Alger sont désormais tenues de divulguer leurs informations (financières, commerciales et techniques) par voie électronique, et ce, en vertu d'un nouveau règlement de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob), publié au Journal officiel n 12. Selon ce règlement, n 25-04, approuvé par le ministère des Finances, l'émetteur (personne morale qui émet des valeurs mobilières) doit mettre en place sur son site internet une rubrique clairement identifiable dédiée à l'information des investisseurs. Cette rubrique doit organiser les informations par catégorie, notamment les informations financières, les communiqués officiels, les événements importants, les rapports périodiques et les documents des organes sociaux de l'émetteur, précise la même source.

Les informations doivent être présentées de manière "lisible, compréhensible et accessibles en permanence sans restriction", et publiées "en langue arabe et en français ou en anglaise", dans des formats électroniques ouverts et interopérables, favorisant leur réutilisation et leur archivage électronique, est-il souligné dans le règlement de la Cosob, précisant que ces informations devront rester disponibles pendant une durée minimale de 10 ans à compter de leur publication et de leur divulgation. L'information publiée par l'émetteur doit être "exacte, complète, précise et sincère", indique la Cosob dans son règlement. Les émetteurs doivent également utiliser un canal de diffusion officiel agréé par la Cosob, garantissant la si-

multanéité, l'intégrité, la sécurité et la traçabilité des informations publiées, ajoute la même source qui précise que ce canal de diffusion peut consister en une plateforme électronique centralisée ou en tout autre mécanisme agréé, à cet effet, par la commission.

En vertu du nouveau texte, tous les investisseurs disposent d'un droit égal et simultané d'accès aux informations et aux documents réglementaires de l'émetteur, notamment les états financiers, les rapports de gestion, les rapports des commissaires aux comptes, les procès-verbaux des assemblées générales et les communiqués officiels. En outre, l'émetteur est tenu de porter, sans délai, à la connaissance du public toute information ou tout événement majeur relatif à son organisation, à sa situation financière, commerciale ou technique qui, s'ils étaient rendus publiques, seraient susceptibles d'exercer une influence significative sur le cours de ses valeurs mobilières, selon le texte qui prévoit toutefois la possibilité de différer la publication d'une information importante lorsque sa divulgation immédiate est susceptible de porter atteinte à ses intérêts légitimes (risque de compromettre une opération en cours telle qu'une augmentation de capital ou une restructuration, d'altérer le bon déroulement de négociations ou de créer un désavantage concurrentiel significatif..).

L'émetteur est tenue de divulguer toute information importante par voie de communiqué officiel, publié simultanément sur son site internet, sur le canal de diffusion officiel agréé par la commission et

dans, au moins deux journaux à diffusion nationale ou électroniques dont un en langue arabe. Ce communiqué devra être transmis préalablement à la Commission avant sa publication.

Lorsqu'une rumeur circulant sur le marché, dont l'émetteur n'est pas la source, est susceptible d'avoir une influence significative sur le cours de ses valeurs mobilières, l'émetteur doit publier, sans délai, un communiqué officiel apportant les éclaircissements nécessaires pour confirmer ou infirmer la rumeur, dès lors qu'elle a un effet notable sur le cours ou la liquidité de ces valeurs.

Dans un communiqué publié à la suite de la parution du règlement au Journal officiel, la Cosob a souligné l'importance de ce nouveau dispositif visant à "renforcer la transparence et la discipline en matière de divulgation, garantir la mise à disposition d'informations exactes, complètes et accessibles simultanément à l'ensemble des investisseurs, moderniser les mécanismes de publication à travers l'adoption du format numérique XBRL, intégrer les rapports non financiers, clarifier les obligations relatives aux informations privilégiées et aux initiés, renforcer les pouvoirs de contrôle et instaurer un régime de sanctions progressif". Ce règlement "vient remplacer le règlement 2000-02, en vigueur depuis un quart de siècle, afin de s'adapter à l'évolution du cadre juridique et aux normes internationales de transparence financière, ainsi qu'aux exigences de la transformation numérique", ajoute la Cosob dans son communiqué.

APS

MONNAIE

Le dollar en hausse face à la livre sterling

Le dollar a maintenu sa dynamique haussière, mardi, face aux autres devises, le marché attend de nouveaux signaux concernant la feuille de route de la politique monétaire de la Réserve fédérale.

Durant la journée, la devise bri-

tannique cédait 0,24% par rapport au billet vert, à 1,3596 dollar pour une livre. Face à la monnaie européenne, le dollar était légèrement en recul à 1,1846, alors que la veille il était cédé à 1,1851. La livre sterling a cédé également du terrain aussi face à la monnaie

européenne en lâchant 0,19%, à 87,12 pence pour un euro. De leur côté, les métaux précieux enregistraient une deuxième séance consécutive de pertes. L'or perdait 1,29% à 4.927,66 dollars l'once, tandis que l'argent lâchait 2,40% à 74,7705 dollars l'once.

Ce reflux s'explique en partie par "des volumes d'échanges plus faibles résultant des jours fériés sur des marchés clés comme les Etats-Unis" et la Chine, ainsi que dans d'autres pays asiatiques pour le Nouvel An lunaire, selon des experts.

MDN

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha reçoit le Chef d'Etat-major de l'Armée de terre italienne

Le Général d'Armée, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), Saïd Chanegriha, a reçu, mardi à Alger, le chef d'Etat-major de l'Armée de terre italienne, le Général de Corps d'Armée, Masiello Carmine, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'ANP a reçu, ce mardi 17 février 2026, au siège de l'Etat-Major de l'ANP, le Général de Corps d'Armée Masiello Carmine, Chef d'Etat-Major de l'Armée de terre italienne, qui effec-

tue une visite de travail en Algérie, à la tête d'une délégation militaire", précise la même source. "Lors de cette rencontre, à laquelle ont pris part des Généraux-majors et Généraux du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-Major de l'ANP, aux côtés des membres de la délégation italienne, les deux parties ont évoqué les opportunités de coopération militaire bilatérale, ainsi que les voies et moyens de renforcer la coordination sur les questions d'intérêt commun. Les deux parties ont également échangé les points de vue sur les différentes questions d'actualité". De son côté, le Général de Corps d'Armée Masiello Carmine a exprimé "ses vifs remerciements pour les marques

d'hospitalité qui lui ont été réservées ainsi qu'à la délégation qui l'accompagne, et a fait part de sa satisfaction pour la volonté affichée par la partie algérienne pour consolider davantage les relations de coopération et les concertations entre les deux pays sur les domaines d'intérêt commun", ajoute le communiqué. Au terme de cette rencontre, "les deux parties ont échangé des présents symboliques". En outre, et "au niveau du siège du Commandement des Forces terrestres, le Général-Major Messahel Ahcène, chef d'Etat-Major des Forces terrestres, a tenu une réunion de travail avec le chef d'Etat-Major de l'Armée de terre italienne, en présence de cadres du Commandement des

Forces terrestres et des membres de la délégation italienne", note la même source, ajoutant que "les deux parties ont échangé les points de vue sur les moyens de consolider la coopération militaire bilatérale dans les divers aspects ayant trait aux domaines des Forces terrestres, avant de saluer la qualité des relations bilatérales qu'entretiennent les armées des deux pays". "Il convient de rappeler que le Général de Corps d'Armée, Masiello Carmine, s'était rendu, plutôt aujourd'hui, au sanctuaire du Martyr où il avait déposé une gerbe de fleurs et observé un moment de recueillement en hommage à nos valeureux Chouhada", conclut le communiqué du MDN.